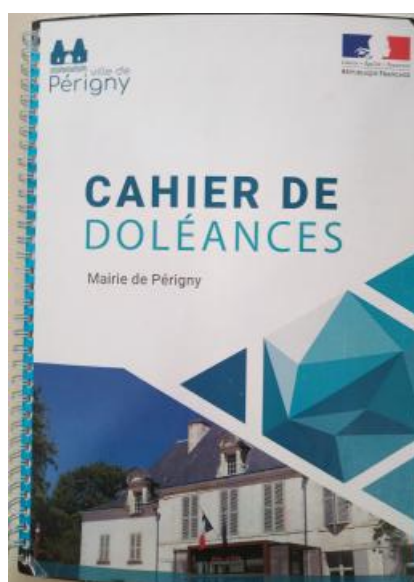


Périgny

code INSEE : 17274

8 575 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W266) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à spirale, petits carreaux, 180 p.

Couverture : « Cahier de doléances. Maire de Périgny » avec logo de la ville et logo de la République, et photo de l'hôtel de ville.

En 2^e page, couverture AMF en NB.

Plusieurs textes insérés : motion de l'AMF 17 et vœux du Conseil départemental.

Feuillets utilisés numérotés au feutre de 1 à 38.

71 contributions.

- 18
- Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches)
 - Grand Plan d'isolation des logements. (Plan de l'écologie en faisant des économies aux ménages)
 - Le Supplément de retraite doit demeurer solidaire. (Pas de retraite à point)
 - Fin de la Rente des carteraut
 - Les Salaires doivent être indexés sur l'inflation
 - Les Retraites doivent être indexés sur l'inflation
 - Fin du CICE. Utiliser cet argent pour une industrie française de la voiture à Hydrogène.
 - L'Electricité doit redevenir public dans l'intérêt général
 - Interdiction de vendre les Biens appartenant à la France (Banques, centrale, Entreprises Publiques...)
 - Prelever un pourcentage sur les péages d'autoroute pour l'entretien des routes de France
 - Supprimer les 80 km/h

Mais donner un pays riche mais cette richesse est très mal utilisée. Notre gouvernement doit assurer plus d'équité et une plus forte redistribution des richesses.

- les gilets jaunes ne sont pas le peuple - mais en font partie -

Où trouver l'argent ?

1) En appliquant l'Egalité devant l'impôt :

tout le monde doit payer en fonction de ses moyens (ne serait-ce que 5 ou 10€) car c'est un acte citoyen, mais

- en mettant en place une **progressivité plus juste**
- en rétablissant l'ISF
- en imposant **les revenus du capital** comme ceux du travail
- en taxant **EFFECTIVEMENT** les géants du numérique et les multinationales

ORGANISATION TERRITORIALE :

La commune est une strate historique et de proximité indispensable

La communauté d'agglomération est une strate économique, pragmatique pour les équipements publics et solidaire entre commune d'un même territoire, également indispensable.

Par contre les départements et les régions sont aujourd'hui des territoires non cohérents, éloignés de citoyens, hors sol et générateur d'inégalités sur le territoire français.

En effet, en fonction des orientations de ces collectivités sur tel ou tel sujet, le citoyen français n'a pas le même service en fonction de son lieu de vie.

Réveiller vous et boycotter les marques qui vous vol légalement, les annonceurs à la télévision que vous voyez 4 à 5 fois par jour sur toutes les chaînes et les radios. Quel taux de marge en publicité, que vous achetez ou est, le vrai prix du produit, celui qui permet de vivre, dans toute la chaîne de fabrication en France. Pas celui des entreprises qui s'enrichissent et payent des dividendes à l'actionnaire, 57 Milliards en 2018 distribué par la bourse ou l'enrichissement en délocalisant en Chine, pour augmenter leurs marges, leurs profits personnels ?

le 15/10/19
Députés et sénateurs bénéficient de privilèges exorbitants et de revenus sans aucune mesure avec celui des salariés.
Tout cela est possible parce que vous leur donnez une légitimité.
Une fois élus, ils nous méprisent et ne reviennent vers nous qu'au moment des élections.
Cessons d'être les profanes de cette misérable farce.

préservation de la biodiversité = Interdire l'arrachage des haies existantes et créer un prime à la replantation des haies.
Relancer au niveau européen une taxe carbone sur les produits agricoles.
Consacrer l'intégralité des taxes écologiques à la préservation effective de l'environnement et en publier les résultats.
Inciter les banques à proposer en priorité à leurs clients des placements dans l'économie verte.

3) Améliorer l'efficacité de nos services publics

- éducation nationale : pourquoi à nombre d'élèves équivalents l'Allemagne, la Grande Bretagne ont moitié moins d'enseignants ? Pourquoi 50% du personnel de l'EN ne verra jamais d'élèves ?
- Santé : pourquoi 50% du personnel hospitalier ne verra jamais de patients ?

Les origines de la **COLERE** actuelle sont multiples mais elles ne pouvaient plus s'exprimer politiquement, d'où des manifestations violentes car – hélas- seule la violence paie entend on !! (ex: les fréquentes manifestations du monde agricole, celles des routiers, les bonnets rouges ..)

La colère des gens méprisés; les "sans dents" de l'un, les "gaulois réfractaires" qui restent sur "le bord de leur trottoir" de l'autre, ou ces "populistes qui méprisent les élites", cette colère explose autour des ronds points ,et chaque samedi autour des préfectures , des autres bâtiments de la République .

Depuis plusieurs élections les **abstentionnistes** sont devenus le premier parti de la France, n'était ce pas prémonitoire ? Les partis traditionnels effondrés, les syndicats amoindris et niés, mais des partis extrémistes et les réseaux dits sociaux en expansion vertigineuse, il est évident qu'il **faut changer ou réformer les institutions** et les méthodes de gouvernement !

→ Politique migratoire = libre circulation des migrants

→ Reconnaissance des "nouveaux métiers" dans la fonction publique (financiers ...). Refonte

→ Soutien et protection de l'hôpital public et valorisation des métiers de l'hôpital

→ Reconnaissance des associations de quartier dans les prises de décisions / urbaines dans les villes.

→ Soutien économique aux PME, fournisseurs d'emploi -

Je pense qu'il est possible de diminuer les dépenses pour une meilleure économie du pays.

Pourquoi pas commencer par le haut de la pyramide.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

2 textes d'élus insérés :

Texte de la motion de soutien au mouvement dit des Gilets jaunes de l'AMF17 mais sans titre avec en tête « Pour information » et en pied « Le président » avec signature.

Texte de l'Assemblée départementale :

Département de la Charente-Maritime

Lundi 17 décembre 2018

MOTION mouvement « Gilets jaunes »

L'Assemblée départementale de la Charente-Maritime est préoccupée par le phénomène des « Gilets jaunes » qui perdure depuis un mois et qui a connu des développements violents.

Considérant le profond malaise révélé par la mise en place d'une taxe carbone aboutissant à une nouvelle hausse des carburants,

Considérant que ce mouvement a rassemblé un grand nombre de nos concitoyens en France, a provoqué d'importants blocages notamment sur des ronds-points, qui ont paralysé l'économie nationale et locale, au cours desquels plusieurs personnes ont perdu la vie,

Considérant que cette mobilisation repose sur une base élargie de revendications, parmi lesquelles l'augmentation du pouvoir d'achat, la baisse de la CSG, l'augmentation du SMIC, qui traduisent aujourd'hui sur le terrain un sentiment profond d'injustices, de déclassement et de manque de considération,

Considérant que le Département de la Charente-Maritime est très attaché à la ruralité, nous, élus départementaux, sommes à l'écoute des Charentais-Maritimes et ne restons pas indifférents face au mécontentement et inquiétudes exprimés,

Nous demandons au gouvernement de s'appuyer sur les élus locaux, maires et conseillers départementaux, afin d'engager, au plus vite, un dialogue constructif avec les Français et les Charentais-Maritimes.

Les conseillers départementaux condamnent les violences et dégradations, détournées par des casseurs, pilleurs et ultra-violents, et tous les débordements qui nuisent fortement à l'ordre public, aux valeurs de la République et qui affectent notre Démocratie,

Les conseillers départementaux formulent le vœu d'un apaisement, d'un dialogue retrouvé, dans un souci de consolidation de la cohésion nationale et de notre pacte Republicain.

1. Dactylographié (4 pages), 150 lignes, 1740 mots

PÉRIGNY le 7 janvier 2019

Dans le cadre de la grande concertation que vous avez bien voulu organiser, je me permets humblement de vous proposer quelques suggestions, **en 6 priorités**. Nous pouvons penser que celles-ci pourraient réduire significativement les inégalités entre les Français.

La priorité numéro 1 vise à produire un système fiscal plus juste dans notre pays.

• **a) Une remise à plat de la fiscalité en France est absolument nécessaire pour que chaque Français paye l'impôt en fonction de ses revenus, divers et variés (salaires, indemnités, etc.)**

○ **Proposition :**

L'urgence viserait à **éradiquer l'évasion fiscale** tout azimut. Pratiquée par les riches particuliers et par les grandes **entreprises, notamment étrangères (mais pas que)**, dont les sièges sociaux s'abritent dans les nombreux paradis fiscaux et qui en toute légalité, grâce à une législation française trop laxiste, **pillent les richesses de notre pays sans rien donner en retour**.

De même, il serait opportun de **redéfinir les critères et le nombre de niches fiscales**, actuellement, **le nombre de niches fiscales est supérieur à 500**.

• **b) Des milliers de transactions financières** sont effectuées tous les jours, elles génèrent de très **gros profits** tout en **échappant à l'impôt**.

○ **Proposition :**

Il est urgent de légiférer pour **taxer à juste valeur tous les profits financiers**.

• **c) La TVA est, sans contestation, un impôt très injuste ;** en effet, quelque soit le niveau des revenus, le pauvre ou le riche paye pour un même produit, la même taxe.

○ **Propositions :**

Une grande réflexion pourrait être lancée pour définir un barème visant à moduler les points de TVA en fonction du bien acquis comme par exemple, **sur les transactions de biens luxueux**. En effet, les points de TVA pourraient être **augmentés de façon significative** notamment, sur l'acquisition :

de belles demeures,
de grandes propriétés,
de vignobles renommés,
de bateaux et des automobiles de très grands luxes,
des avions privés, etc.

Grâce aux gains engrangés comme suite à cette proposition, il serait de bon aloi de **réduire au minimum les points de TVA prélevés, comme par exemple, sur les médicaments, les soins et sur tous les produits des premières nécessités, voire la suppression totale de la TVA sur les cotisations des mutuelles**.

La priorité numéro 2 vise à obtenir un nouveau contrat social dans notre pays :

• **a) Notre code du travail** stipule notamment que « le salaire est la contrepartie d'un travail ». Alors, pourquoi ne pas légiférer pour appliquer cette règle à toutes les aides, notamment le RSA, distribuées sans contre partie dans notre pays.

○ **Proposition :**

Une loi définissant notamment le cadre de l'objectif comme, par exemple, en établissant notamment **une liste très exhaustive de travaux d'intérêts généraux à réaliser en échange des aides perçues**. Cette action serait honorable et juste notamment vis-à-vis des travailleurs précaires, mais pas que !

- **b) Notre population vieillit**, le maintien à domicile dans la solitude de cette population n'est pas à la hauteur des besoins « quantitatifs et surtout qualitatifs » et ne permet pas une fin de vie dans la dignité et la plénitude de soins attentifs. Alors, le placement de cette population en EHPAD est très souvent inéluctable. La famille est alors placée devant des problématiques complexes, notamment pour trouver un hébergement au meilleur coût, actuellement beaucoup trop cher !

- **Proposition :**

Il est urgent de lancer **un plan de grande ampleur** sur ce thème visant notamment, la **construction d'EHPAD, judicieusement réparti sur le territoire tout en précisant les procédures de fonctionnement techniques, financières et surtout de contrôles accrus**, afin d'ajuster au plus juste, le montant journalier des différentes prestations. Actuellement, ces coûts sont prohibitifs au grand désespoir des familles qui s'appauvrissent en s'endettant pour faire face aux échéances.

- **c) En regard des propositions précédentes, et par solidarité, il est impératif de maintenir un niveau d'empathie à l'aune du travail accompli par nos aînés.**

- **Proposition :**

Il est urgent de **maintenir le niveau des pensions** au minimum en adéquation avec l'inflation et de supprimer le prélèvement de 1,7 % de CSG sur celles-ci. **La rémunération des salariés est à la charge des employeurs et non pas à la charge des retraités par la voie de la CSG.**

La priorité numéro 3 vise à consolider le régime de la sécurité sociale.

- Les derniers gouvernements nous ont vantés et obligés à cotiser à une mutuelle. Alors, compte tenu des énormes profits à la clé, nous avons constaté l'empressement des grands groupes d'assurances, alléchés par des gains potentiels, nous vanter leurs boniments à grands renforts de « Pub » à la télévision. Aussi, allons-nous vers un désengagement de notre régime de protection national et solidaire, aux profits de grands groupes d'assurances privés ?

- **Proposition :**

Il est très important de **renforcer notre Sécurité Sociale**, comme par exemple **en basculant les cotisations versées aux mutuelles** vers notre organisme **national, juste et solidaire** qu'est la **Sécurité Sociale**. Il faut donner les moyens à la CPAM de faire face aux remboursements complémentaires et **supprimer les mutuelles... Monsieur le Président de la République**, vous souhaitez, au nom de la justice, instaurer un nouveau système universel où le montant des retraites serait calculé de la même manière quel que soit le régime, alors, pourquoi pas une caisse d'assurance complémentaire unique, pilotée par notre Sécurité Sociale, ce serait également à coup sûr **une démarche universelle et juste ! Pour une même cotisation, remboursement identique !!!** Ce qui n'est pas malheureusement le cas aujourd'hui !

La priorité numéro 4 vise à obtenir un nouveau contrat politique dans notre pays.

- Certes, l'élection à la majorité des voix exprimées d'un représentant sur un projet ne peut être remis systématiquement en cause, bien que ces élus obtiennent en moyenne moins de 25 % d'opinion favorable des inscrits, voire beaucoup moins pour certaines élections. Par conséquent, **un grand nombre de Français ne sont pas représentés.**

- **Propositions :**

a) Faire évoluer le système démocratique comme par exemple, en s'inspirant du système suisse, en donnant la possibilité au peuple de formuler un avis sur des mesures proposées ou oubliées par les corps législatifs. Ce serait **une nouvelle forme, constructive, très moderne, de contestation autre que la grève** datant d'un autre siècle.

De plus, **une élection n'est en aucun cas, l'obtention d'un chèque en blanc !**

b) De même, lors des élections, il faut absolument tenir compte des bulletins blancs.

- Nos chefs d'entreprises ont abandonné le vieux fonctionnement hiérarchique vertical pour un **management horizontal**, plus direct, plus compétent donc plus efficace avec à la clé des gains de productivité significatifs au profit d'un renforcement de la recherche et de l'innovation, car une entreprise vaut plus par sa matière grise que par sa main d'œuvre.

- **Propositions :**

- a) Lancer une grande réflexion nationale visant à obtenir, à l'image de nos entreprises, une organisation politique raccourcie, **plus collégiale entre le président de la République et les maires**. Il est à noter que ces derniers sont les seuls qui connaissent réellement les problèmes des Français. Des échanges très privilégiés avec ceux-ci grâce, notamment, aux outils modernes de communication, favoriseraient ainsi, la réactivité de nos institutions face aux évolutions et exigences de notre société.

- Cette organisation permettrait d'**obtenir une réduction drastique des élus siégeant dans les instances législatives**. Il y a trop d'élus en général.

- De plus, ils sont **trop influencés par les lobbyistes représentant des intérêts très souvent aux antipodes de ceux des Français**.

- b) Avec les gains économiques ainsi dégagés, les instances de contrôles techniques et financières, nationale, régionale et départementale **absolument nécessaires pourraient être ainsi renforcées voire développées**.

La priorité numéro 5 vise à obtenir une nouvelle orientation écologique.

- Le parc d'automobiles particulières est certes très important et très polluant. Cependant, il ne faut pas ignorer la pollution générée par les flottes de poids lourds, bien souvent en transit dans notre pays, les milliers d'autobus, les flottes d'avions civils et militaires et les flottes de navires civils et militaires, les plus gros pollueurs de la planète, etc.

- **Propositions :**

- a) Lancer, toutes affaires cessantes, **le développement d'une l'énergie propre** autre que les batteries, par ailleurs très polluantes « de son développement à son élimination » au profit de l'hydrogène, une énergie dont la production et la distribution pourrait être, dès aujourd'hui, industrialisée pour répondre aux besoins éminents dans tous les domaines des transports notamment, en priorité pour le ferroviaire et l'automobile, en remplacement des moteurs à explosion. Il faut une puissante volonté politique pour franchir cette étape fondamentale.

- b) Dans le même temps, développer **le feroutage tout azimuth**, sur le modèle suisse, les **gains espérés à terme sont colossaux**. **Un geste fort pour l'écologie** notamment, un **bon air recouvré**, une **diminution des bruits et des infrastructures épargnées et fluidifiées**.

- Les plastiques sous toutes les formes ont envahi notre quotidien et génèrent aujourd'hui une catastrophe écologique.

- **Proposition :**

- L'idéal serait de **supprimer totalement** l'emploi de cette matière, mais cela semble **aujourd'hui utopique**. Il faut sensibiliser et éduquer les gens, certes, cependant, aujourd'hui c'est un constat d'échec !

- Un retour aux contenants en verre est peu probable compte tenu des coûts envisagés !

- Alors, une première mesure visant, dans un premier temps, à instituer une **consigne dissuasive** notamment, **sur toutes les bouteilles plastiques vendues** éviteraient de retrouver ces déchets dans tous les milieux naturels.

La priorité numéro 6 vise à garantir la sérénité de l'enseignement pour garantir à terme un travail pour toutes et tous.

- Depuis la Révolution et notamment après chaque élection présidentielle, une flopée de nominations de ministres de l'Enseignement, toujours en transit, se relaient. **Les lois successives**,

très politisées, beaucoup trop, construisent et déconstruisent le système et les fondements de la formation de nos enfants et adolescents.

○ **Proposition :**

Compte tenu des échecs enregistrés depuis des décennies, le ministère de l'Enseignement devrait être extrait des turbulences politiques et **placé sous la tutelle d'un groupe d'experts spécialistes et visionnaires**. Il serait choisi parmi les érudits français notamment, les professeurs, les académiciens et autres philosophes, etc., dont les membres pourraient être renouvelés, à définir comme par exemple, par tiers ou par quart tous les 5 ou 6 ans, de façon à **assurer une constance dans la recherche de l'excellence** et proposer **une bonne orientation** à chacun des étudiants.

La formation de notre jeunesse doit être sanctuarisée. car, **c'est par le savoir intellectuel et technique, que le chômage de masse sera exterminé!!!** Il faut remobiliser les corps enseignants !!! C'est une urgence nationale !!!!

Et, il y a encore et encore tant de propositions à développer...

2. Manuscrit, 18 lignes, 113 mots (homme)

[Nom Prénom

07.01.2019

[Adresse]

- Alignement systématique des petites retraites, des bas salaires, de l'épargne livrets A, sur le taux d'inflation.
- Mise en place effective d'un référendum d'initiative populaire.
- Création de commission citoyenne départementale pouvant contrôler le fonctionnement de nos institutions et libre de ses interventions.
- Révision du millefeuille administratif.
- Refonte des diverses structures représentatives : Sénat – CDA – Conseils régionaux, départementaux. Il y a trop d'élus.
- Diminution des mandats électifs en nombre et durée (cumuls), élu "politique" ne doit pas être une profession.
- Sauvegarde des services publics et arrêt des privatisations.
- Retour au septennat présidentiel.
- Institutions d'une "proportionnelle" afin que l'ensemble des courants de pensée soient représentés.

3. Dactylographié (encre bleue), 12 lignes, 145 mots

Doléances

En ces temps de jacquerie sociale, il est impératif :

- D'augmenter retraites et salaires afin de pouvoir vivre décemment et ainsi éviter la paupérisation des classes populaires.
- Rétablir l'ISF.
- Supprimer les privilèges à vie de tous les corps d'État dirigeants (anciens présidents de la République, sénateurs, ministres, etc.)

- Imposer une juste rémunération des hauts fonctionnaires.
- Imposer un régime de retraite identique à tous les citoyens français y compris les hommes politiques.
- Supprimer une justice à 2 vitesses : une pour les nantis et une pour les « gueux ».

En un mot, montrer l'exemple afin d'obtenir la considération des Français envers leurs dirigeants et faire de cette France un exemple de justice, ce qui est loin d'être le cas.

Se référer sur le mode de fonctionnement des hommes politiques des pays scandinaves qui fonctionne très bien sans privilèges.

4. Manuscrit, 8 lignes, 60 mots

Périgny, le 07/01/2019

Doléances :

- Augmentation des salaires et des retraites significative.
- Régime de retraite juste et identique pour tous.
- Rétablissement de l'ISF.
- Arrêt destruction services publics.
- Arrêt des privilèges pour nos dirigeants.
- Chasse réelle et efficace à l'évasion fiscale.
- Justice pour tous et non seulement uniquement favorable aux nantis qui demeurent impunis.

5. Manuscrit, 1 ligne, 9 mots (homme)

Périgny, le 08/01/2019 [NOM, Prénom]

INDEXATION DES RETRAITES SUR L'INFLATION !

[Signature]

6. Manuscrit, 5 lignes, 39 mots (homme)

Périgny 08/01/2019

- Suppression de la CSG pour les retraites.
- Augmentation des retraites. Alignement minimum inflation.
- Suppression des privilèges. Assemblée nationale et Senat.
- Égalité devant la justice.
- RIC pour tout événement touchant à la nation.

[Nom Prénom] le 08/01/2019 [Signature]

7. Manuscrit, 4 lignes, 36 mots (homme)

Périgny, le 08.01.2019

- Suppression de la CSG pour les retraites.
- Indexation des pensions de retraite sur l'inflation.
- Moratoire sur la suppression des services publics jusqu'en 2022.
- Diminution des taxes sur les carburants.

[PRÉNOM NOM]

[Signature]

8. Manuscrit, 10 lignes, 62 mots

Périgny, le 8 janvier 2019

- Revalorisation des retraites chaque année (base et complémentaire) sur l'inflation.
- Diminution des toutes les taxes (notamment sur les produits de première nécessité) et aussi sur carburants, EDF, etc.
- Suppression des dépassements d'honoraires pour les professionnels de santé... qui permettrait une diminution des mutuelles.
- Suppression de l'augmentation de la CSG pour tous les retraites.

[Signature]

9. Dactylographié, 30 lignes, 208 mots

Démocratie

- instituer le référendum d'initiative citoyenne sans restriction de sujets,
- création d'une Assemblée citoyenne,
- instituer le vote obligatoire,
- imposer le casier judiciaire vierge pour se présenter aux élections,
- instituer la révocation des élus,
- reconnaissance du vote blanc majoritaire avec une nouvelle élection sans les candidats disqualifiés,
- fin des privilèges pour les élus ou non élus,
- éviction des groupes de pression dans les institutions,
- lutter contre la concentration des médias.

Fiscalité, emploi, territoire solidarité

- abaissement du taux de taxation des produits et services de premières nécessités,
- revalorisation SMIC,
- revalorisation des retraites et indexation sur l'inflation,
- conserver le système de retraite solidaire avec un départ à 60 ans,
- vraie lutte contre l'évasion fiscale,
- fin du CICE,
- sortir de l'Union Européenne,
- fin du travail détaché,
- revalorisation de l'agriculture, favoriser le bio et les circuits courts,
- favoriser les petits commerces des villages et centres-villes,

- endiguer la désertification des zones rurales,
- protection de l'industrie française,
- zéro SDF.

Services publics

- interdiction de vendre les biens français,
- renationaliser EDF et GDF,
- fin des concessions autoroutières,
- arrêt de la dégradation des services de santé, de l'éducation et de la justice.

10. Manuscrit, 16 lignes, 89 mots (couple)

Périgny, le 08-01-2019

- Remettre l'ISF.
- Retirer la CSG pour les petites retraites et les pensions d'invalidité.
- Augmentation des retraites et salaires.
- Amélioration du pouvoir d'achat.
- Pour les énergies renouvelables. Travailler sérieusement sur : le solaire, l'éolien, l'hydrolien, la géothermie, marine et biomasse, afin d'arriver à la fermeture totale et définitive des centrales nucléaires. Trop dangereuses même au niveau du recyclage de leurs déchets.
- Référendum d'initiative citoyenne. RIC.
- Moins de dépenses au niveau de cette "monarchie élyséenne !
exemple : "11 novembre 2018".

[Prénom et Prénom NOM]

[Signatures]

11. Manuscrit, 9 lignes, 47 mots

PÉRIGNY, le 9/1/2019

- RETOUR DE L'ISF.
- SUPPRESSION DE LA LIMITATION À 80 KM/H.
- SUPPRESSION DU SÉNAT.
- RIC.
- RÉDUCTION DU NOMBRE DES DÉPUTÉS.
- BAISSSE DES TAXES.
- BAISSSE DES SALAIRES ET DES PRIVILÈGES DANS TOUS LES CORPS D'ÉTAT.
- AUGMENTATION DES RETRAITES.

[P. NOM]

[Signature]

12. Manuscrit, 21 lignes, 119 mots (couple)

[Prénom et Prénom Nom]

Périgny, le 9/1/2018 [sic]

- Mise en place du RIC.
- Établissement du SMIC à 1800 €.
Relèvement des retraites et pensions de 500 € minimum et indexation de celles-ci sur le coût de la vie.
- Fin du gel du point d'indice dans la fonction publique.
- Hausse des pensions d'invalidité.

Pour financer les mesures :

- Rétablissement de l'ISF.
- Taxation des profits et transactions financières.
- Nationalisation des secteurs de l'industrie (transports , gaz, électricité, autoroutes, sociétés pétrolières, etc.) ; interdiction des licenciements boursiers.
- Mettre fin aux dépenses faramineuses d'armement.
- Droit de révocation des élus.
- Bref prendre aux plus riches pour donner aux plus pauvres et aux classes moyennes, mettre fin à la misère.

[Signature]

[Signature]

13. Manuscrit, 24 lignes, 181 mots (couple)

« La démocratie est un mauvais système mais c'est le moins mauvais de tous les systèmes »

W. CHURCHILL

Nous sommes de jeunes retraités très attachés aux valeurs républicaines.

Nous demandons l'équité devant la loi, la justice, l'administration, quelles que soient notre valeur patrimoniale, notre couleur de peau, notre religion.

Nous demandons l'installation d'une Assemblée de citoyens hors des partis à qui nous pourrions communiquer nos revendications, qui pourraient être débattues en commissions à l'Assemblée nationale.

Nous disons oui au référendum à questions multiples, à charge à nos gouvernants actuels d'en définir les modalités. Tout cela doit rester dans le cadre de la 5^e République ! et en laissant de côté les réseaux sociaux.

Bien sûr toutes les réformes déjà votées ne doivent pas être remises en cause.

Il serait également indispensable qu'une fois les réformes apportées par le référendum, elles soient appliquées.

Nous sommes un pays riche mais cette richesse est très mal utilisée. Notre gouvernement doit assurer plus d'équité et une plus forte redistribution des richesses.

- Les Gilets jaunes ne sont pas le peuple mais en font partie.

14. Manuscrit, 18 lignes, 144 mots

Instaurer le RIC.

Transparence des dépenses de l'État, chaque euro dépensé égal facture (coiffeur, taxi, nourriture, transports gratuits), remb. emprunt, fiche de présence pour les parlementaires.

Retraite des parlementaires au même âge que la population avec suppression de leurs avantages, prendre les transports en commun comme les Français.

Transports gratuits pour tous, c'est bon pour la planète.

Retrait de la CSG sur toutes les retraites.

Augmentation des retraites suivant l'augmentation des prix.

Prise en compte du vote blanc.

Travail en France = impôt en France.

Revoir l'organisation des hôpitaux, les infirmières font un travail remarquable mais quand c'est trop, [c'est] trop.

Organisation des urgences qui doivent rester des urgences vitales.

S'occuper des maisons de retraite ; des beaux locaux, c'est bien, le personnel, c'est mieux et indispensable ; passer que quelques minutes le matin, c'est la honte.

STOP aux dépenses abusives des parlementaires. STOP.

15. Manuscrit, 10 lignes, 84 mots

Périgny, 10-1-19

- Rétablir l'ISF.
- Diminuer les impôts et les taxes.
- Supprimer la CSG pour les retraités.
- Taxe d'habitation gratuite pour tous.
- Indexer les retraites et les salaires des fonctionnaires sur l'inflation.
- Diminuer le nombre de députés et de sénateurs.
- Supprimer le cumul des mandats.
- Supprimer les retraites versées aux élus lorsqu'ils ne sont plus en fonction.
- Introduire un justificatif de présence pour les députés et les sénateurs.
- Introduire la proportionnelle et le vote obligatoire.

[Signature]

16. Manuscrit, 6 lignes, 33 mots (femme)

Périgny, le 11/01/2019

Mme [Nom]

- NON au RIC.
- Oui aux réformes : chômage, retraite, Assemblée nationale, Sénat, fiscalité.
- Davantage de personnel formé pour la santé, l'éducation, la sécurité.
- Pour l'environnement plus possible.

[Paraphe]

17. Manuscrit, 13 lignes, 81 mots

Périgny, le 11/01/2018 [sic]

En France, 3 classes :

- les "pauvres"
- les "classes moyennes"
- les "riches".

Pour les classes "pauvres", on les aide, "normal".

Pour les classes "moyennes" : débrouillez-vous :

jamais d'aides
jamais d'augmentation de salaire privé-public
taxes, taxes...

Pour les riches, pas d'ISF, inadmissible.

Que l'on aide les classes "pauvres", d'accord

Mais les classes moyennes, eux, ne sont bons qu'à payer.

Pareil pour les retraites des classes moyennes, jamais rien.

Suppression pure et simple de la CSG.

18. Manuscrit, 35 lignes, 241 mots (homme)

Impôts

La première égalité, c'est qu'il soit payé par tous.

- Donc : un petit peu d'impôts pour les uns et un peu plus pour ceux qui le peuvent et le doivent.
- Ensuite : informer beaucoup plus sur l'utilisation de l'impôt, des cotisations, TVA, CSG... Qui sait combien verse d'€ la CAF, la CPAM...

Justice

Pas de place en prison, soit on en construit soit les personnes "non dangereuses" condamnées à de la prison ferme (2.3 mois), transformer la peine en "travail d'intérêt général". Ex : repeindre les bandes blanches des routes = sécurité pour tous.

Exemplarité des représentants politiques, syndicalistes, décideurs, dirigeants... Vive la moralité.

Accumulation de textes législatifs sans enlever les textes obsolètes donc incompréhension, exemple Code du travail doit protéger mais pas compliquer.

Général

- Dire la vérité aux gens est une obligation démocratique. Ne pas le faire est une faute et de la démagogie, exemple : réformes repoussées, budgets en permanence déficitaires, taxes incohérentes.
- Jamais nous ne pourrions satisfaire tout le monde : satisfaire la majorité doit être le mode de fonctionnement ; halte à l'électoralisme.
Pour tous : 1 mandat : final.
- Stopper la gratuite envisagée de certains services car sans info sur le coût de la prestation, on perd la notion de celui-ci.

→ ARRÊTER de se plaindre et apprécier ce que le monde nous envie, en essayant de faire mieux pour beaucoup bien sûr.

[P. NOM]
17180 PÉRIGNY

NB. Beaucoup d'anonymes?
C'est dommage pour faciliter le dialogue.

19. Manuscrit, 16 lignes, 134 mots (femme)

OBJET : Supprimer l'augmentation de la CSG pour TOUTES les pensions inférieures à 2000 €.

En termes d'équité et d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, ces dernières dont la pension est inférieure à 2000 € devraient pouvoir bénéficier des dispositions de suppression de l'augmentation de la CSG décidée par le président de la République le 10 décembre dernier. Ainsi il s'agirait de ne pas tenir compte du revenu fiscal du foyer.

En effet une fois de plus force est de constater que la pension dont bénéficie Monsieur, qui a eu une carrière favorisée et donc un revenu supérieur à Madame, fait obstacle à la baisse de la CSG pour la petite pension de Madame.

La proposition est donc d'individualiser l'examen des ressources et non celles globales du foyer.

Périgny, le 15/01/2019

Mme [Prénom Nom]

[Signature]

20. Manuscrit, 24 lignes, 223 mots (femme)

Pouvoir d'achat.

- Suppression de la CSG sur salaires et retraite pour un meilleur pouvoir d'achat afin de mieux vivre de son travail.
- Baisse des taxes de carburant et péage sur véhicule de petite cylindrée pour faciliter l'achat aux petits salaires.
- Baisse des taxes sur gaz, électricité, eau, assurances habitation, véhicule.
- Suppression de la taxe d'habitation pour 1 personne gagnant – de 4000 € mensuels et pour le couple – de 6000 €.

Train de vie de l'État.

- Réduction de 50 % des députés et sénateurs et collaborateurs avec contrôle de leurs dépenses.
- Alignement du régime de retraite des élus sur le même régime des citoyens.
- Suppression des avantages (locaux, voiture, chauffeur, s[ervi]ce d'ordre) donnés aux anciens politiques.

Vie publique

- Ne pas gaspiller l'argent public sur des projets commencés et non aboutis.

- Contrôle de l'immigration et reconduite aux pays d'origine pour les personnes dont les pays ne sont pas en guerre.
- Déchéance de nationalité aux terroristes et criminels de droit commun avec expulsion dans leur pays d'origine pour désengager nos prisons.
- Donner davantage de pouvoir à nos maires, police et gendarmerie ainsi que les moyens pour le maintien de l'ordre.

Économie sociale

- Faire la chasse à la fraude fiscale (SS, retraite à des fantômes, allocations diverses à des familles bigames, etc.)

[Prénom NOM] le 14/01/2019

[Signature]

21. Manuscrit, 25 lignes, 200 mots (homme)

- * Réforme de la fonction publique et de la haute autorité ainsi que les administrations indépendantes.
 - > département
 - > conseil général
 - > région, CDC.
 - Modification du statut, abatement des avantages ou alignement PUBLIC-PRIVÉ, RÉGIME DE RETRAITE, 39 h Wées.
 - Redéploiement des fonctionnaires aux nouvelles missions d'ÉTAT tel l'accompagnement des chômeurs, contrôler le bien fondé des aides type RSA, prime d'activité, aides aux logements.
 - * Réforme de la dette publique
 - > Diminuer le nombre de députés, sénateurs (contrôle et transparence de la vie publique) et fusionner les petites communes de moins de 1000 habitants afin de rendre plus optimale leur gestion.
- Taxer les GAFA ou plateformes e-commerce = baisser les charges sur les charges sur salaires ou des €.
- * RÉFORME DES RETRAITES
 - Allongement de la durée du temps travaillé à 65 ans.
 - Alignement public-privé versus les indices.
 - * SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION sauf pour le foyer ayant des revenus cumulés > à 10 000 € / mois.
 - * Rétablissement de l'ISF (justice sociale...)
 - * PLAN MARSHALL FRANCE sur les orientations économiques, touristiques et écologiques.
 - > Aide à l'investissement START UP.
 - > Place aux nouvelles énergies
 - > Charte au développement touristique (atouts recensés par région)

[Signature]

PÉRIGNY LE 14/01/2019

M. [NOM] [Adresse mail]

22. Manuscrit, 11 lignes, 76 mots

- Réduction du nombre de parlementaires et revoir leurs avantages notamment la cagnotte qui existe au Sénat.
- Revoir les avantages attribués aux anciens présidents et certains ministres.
- Faire respecter l'État de droit.
- Faire la réforme des retraites.
- Suppression totale de la taxe d'habitation pour l'égalité des citoyens.
- Revoir la rémunération des hauts fonctionnaires et voir si leur fonction est réellement nécessaire.
- Suppression de certaines niches fiscales.

Le 14 janvier 2019

[Signature]

23. Manuscrit, 12 lignes, 73 mots

- Suppression de la CSG sur les retraites.
- Indexation de l'augmentation des retraites sur l'inflation.
- Suppression pour tous de la taxe d'habitation.
- Suppression de la vitesse limitée à 80 km/h sur les routes.
- Moratoire sur la fermeture des services publics jusqu'en 2022.
- Diminution des taxes sur les carburants.
- A contrario taxation du kérosène pour le transport aérien et du carburant pour le transport maritime.

Périgny, le 14/1/2019

[P. NOM]

[Signature]

24. Manuscrit, 8 lignes, 54 mots

- Enlever la CSG sur les retraites.
 - Suppression de la vitesse à 80 km/heure.
 - Augmentation des salaires.
 - Retour de l'ISF.
 - Fin des salaires de président de la République quand ils ne sont plus en fonction (les élus) (sénateurs, députés).
 - Supprimer le cumul des mandats.
 - Améliorer le pouvoir d'achat.
-

25. Manuscrit, 4 lignes, 30 mots

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITES.

1^{er} janvier 2018 : 1,7 CSG.

1^{er} janvier 2019 : 0,3 % d'augmentation alors que l'indice du niveau de vie est de 1,9 %.

26. Manuscrit, 12 lignes, 73 mots

14/01/2018 [sic]

DES DOLÉANCES

1/ TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR SAUVER LES INDUSTRIES NATIONALES.

2/ ASSURER EN TOUTES CIRCONSTANCES UN DES FONDEMENTS DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME : LA LIBERTÉ DE CIRCULATION.

3/ DEVANT LA RECONNAISSANCE DU FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE NOS SOCIÉTÉS INSTAURER L'ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE DÈS LE COLLÈGE.

4/ RENFORCER L'UNITÉ, LA COHÉSION ET LA PUISSANCE DE L'EUROPE, AFIN DE CONTRER LA SURPUISSANCE DES GAFA ET AUTRES TRUSTS QUASIMENT INTOUCHABLES.

[P. NOM]

[Signature]

27. Manuscrit, 7 lignes, 47 mots

- Vote obligatoire pour tous les Français.
- Tenir compte des votes blancs.
- Supprimer le Sénat.
- Réduire le nombre des députés (50 %).
- Revoir les commissions nationales.
- Tenir compte de l'inflation pour tous y compris les retraités.
- Réduire les aides aux associations.

28. Manuscrit, 18 lignes, 138 mots

- Baisse TVA s/ les produits de 1^{ère} nécessité.
- Hausse " " " de luxe.
- ISF à rétablir.
- Diminution du n[om]bre de hauts fonctionnaires, ministres, députés, sénateurs et de leurs secrétaires.
- Suppression des avantages des ministres, présidents à la fin de leur mandat.
- Pour tout fonctionnaire salarié, non-versement de la retraite militaire ou autre.
- Maintien de la pension de réversion pour les retraites.
- Pension égale au SMIC pour toutes les personnes à la retraite.
- Plafonnement de la retraite à 3000 €.
- Suppression de la CSG pour les retraités.

- Limitation des salaires des hauts fonctionnaires, ministres à 8000 € / mois.
- Meilleure répartition des bénéfices des s[ocié]tés : 1/3 investissement, 1/3 salaires à part égale, 1/3 actionnaires.
- Arrêt des "parachutes dorés".
- Mettre un frein aux lobbies.

29. Manuscrit, 2 lignes, 18 mots

- Suppression du 80 km/h -> 90 km/h.
- Toilettes publiques à installer aux abords de la Pommeraie.

30. Manuscrit, 25 lignes, 141 mots

Le 15/01/19

Députés et sénateurs bénéficient de privilèges exorbitants et de revenus sans aucune censure avec celui des salariés.

Tout cela est possible parce que nous leur donnons une légitimité. Une fois élus, ils nous méprisent et ne reviennent vers nous qu'au moment des élections. Cessons d'être les pigeons de cette sinistre farce.

Faire comme dans les pays nordiques :

- Chaque euro dépensé doit être justifié par note de frais validée par la Cour des comptes.
- Arrêter tous les avantages liés à la fonction.
- Renforcer le contrôle des présences. Un député est un employé de ses électeurs auxquels il doit des résultats et des comptes. Nous vous payons trop cher, vous faites peu d'effort. Et vous n'êtes jamais chômeur.
- Il en est de même pour tous les hauts fonctionnaires qui sont grassement payés à vie.

– Une auto-entrepreneuse –

31. Dactylographié (petits caractères, 1,5 page, collé), 60 lignes, 824 mots (homme)

Monsieur le Maire,

Ci-joint une réflexion d'un citoyen sans gilet jaune mais qui veut exprimer calmement sa vision. Comme disait notre 1^{er} Président de la 5^e République : « ... une belle économie... pour une vraie action sociale ».

FISCALITÉ :

Il faut revenir à un système simple et une fiscalité basée principalement sur les revenus et donc supprimer la majorité des taxes et redevances (sauf TVA), supprimer donc également les impôts sans rapport avec les revenus (IFI, ISF). Enfin supprimer toutes les niches fiscales.

Dans ce sens, il faut que l'ensemble des revenus soient fiscalisés (y compris les prestations sociales) avec bien-sûr une graduation en fonction de ses revenus.

Pour compenser l'IFI-ISF, il faut sans doute créer une nouvelle tranche d'imposition maximale.

L'impôt ISF-IFI est très symbolique mais profondément injuste.

Aspect négatif :

- 1) Seuil d'entrée identique pour une personne seule que pour un couple ou une famille (1 300 000 €). Il devrait au moins être égal au double pour un couple (2 600 000 €).
- 2) Régime auto-déclaratif... Beaucoup de personnes ne déclarent pas pensant d'ailleurs, de bonne foi, en être exclus.
- 3) Impôt basé sur une valeur N qui n'est pas remboursée en cas de changement de valeur. Exemple dans notre région : après Xynthia, des terrains devenus inconstructibles donc sans valeur alors que pendant plus de 20 ans les propriétaires ont réglé un ISF basé sur une valeur de terrain constructible.
- 4) Des contribuables ou des familles obligés de vendre à des étrangers ou des sociétés leurs biens, ces derniers n'étant pas soumis à l'IFI-ISF.

En contrepartie d'une abolition de l'IFI-ISF, il faudrait, toujours dans le même esprit de fiscaliser uniquement les gains, fiscaliser sans limite de temps les plus-values immobilières et mobilières. Pour la plus-value immobilière, il faudrait supprimer la limite d'exonération dans le temps, avec un taux forfaitaire et unique de 10 % (baisser le taux, élargir l'assiette) pour éviter les dissimulations de prix.

Il est effectivement anormal d'exonérer les plus-values, actuellement, au bout de 22 ans car ce n'est ni son travail ni son investissement qui a généré ce gain mais plutôt l'investissement des communes dans les équipements publics. Il faudra mettre en place toutefois une grille de réévaluation monétaire du prix initial du bien.

En ce qui concerne les sociétés (IS), en cas de besoin de finances publiques, possibilité de remonter le taux de l'IS. Dans tous les cas, de le moduler en fonction d'un bénéfice restant dans l'entreprise ou étant distribué.

Supprimer également tous les systèmes ou niches fiscales qui permettent aux grands groupes ou sociétés étrangères de ne pas régler le réel montant de leur IS.

En conclusion, pour les particuliers ou les entreprises, un système simple et inscrit dans le temps afin de ne pas générer des situations d'attente de la prochaine réforme fiscale.

ORGANISATION TERRITORIALE :

La commune est une strate historique et de proximité indispensable.

La communauté d'agglomération est une strate économique, pragmatique pour les équipements publics et solidaire entre communes d'un même territoire, également indispensable.

Par contre les départements et les régions sont aujourd'hui des territoires non cohérents, éloignés de citoyens, hors-sol et générateur d'inégalités sur le territoire français.

En effet, en fonction des orientations de ces collectivités sur tel ou tel sujet, le citoyen français n'a pas le même service en fonction de son lieu de vie.

De plus ce découpage ne correspond plus au monde actuel, interactif et mondialisé, à l'exemple de notre aéroport rochelais, financé à plus de 57 % par notre département et notre région alors qu'il dessert également la région pays de Loire, et les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres qui ne participent pas financièrement.

Retour donc à une centralisation égalitaire sur le territoire national avec un nouveau rôle pour nos députés à réellement travailler et intervenir sur le développement et les investissements de leur circonscription en relation avec les services de l'État.

STATUT DE L'ÉLU et des HAUTS FONCTIONNAIRES :

Annulation du non-cumul des mandats, mais par contre limitation à vie à deux mandats sur la même fonction.

Mise en place d'une rémunération de nos élus à hauteur de leurs fonctions et de leurs responsabilités (cadres dirigeants).

Création d'un vrai statut de l' élu lui permettant de mettre entre parenthèses son activité professionnelle.

Suppression des élus départementaux et régionaux mais renforcement de l'élection directe des élus communautaires.

En ce qui concerne les hauts fonctionnaires de l'État et les chefs de services des collectivités, communication des organigrammes, des fonctions, des parcours et des formations.

Obligation pour eux d'alterner leurs fonctions avec un retour régulier dans la société civile (privée ou publique) par exemple tous les 5 à 10 ans afin de rester sensibilisé aux problématiques des administrés.

En général, reprise de la décision politique, organisationnelle et opérationnelle par les élus et non par les services.

DÉPENSES PUBLIQUES :

Généralisation des commissions de conflits d'intérêts et mise en place de systèmes efficaces et économiques de la gestion des dépenses publiques.

Un citoyen de PÉRIGNY

[Prénom NOM]

32. Dactylographié (collé), 10 lignes, 87 mots (femme)

- instauration d'un référendum populaire,
- fin du CICE,
- augmentation du SMIC et des retraites, indexés sur l'inflation,
- lutte contre l'évasion fiscale et les niches fiscales,
- suppression des taxes sur les produits de première nécessité,
- prendre en compte le vote blanc,
- meilleur accueil des migrants et des demandeurs d'asile,
- interdiction des produits toxiques (additifs, nanoparticules, pesticides...),
- lutte contre le réchauffement climatique, la pollution, la déforestation, la surpêche,
- sortir de l'Union Européenne,
- supprimer le capitalisme.

[manuscrit] Une citoyenne de Périgny

[Signature]

33. Manuscrit, 20 lignes, 178 mots (homme)

Le 15/01/18 [sic]

Il faut diminuer les taxes et les impôts qui frappent les plus démunis, les petits revenus et les retraites. Mais ces recettes en moins pour l'État ne doivent pas être compensées par une augmentation des taxes locales !

Il faut en face de chaque réduction de recettes y mettre une réduction des dépenses. Et ce à tous les niveaux "national, régional, départemental et communal". Personne ne parle de réduction des dépenses !

Prenons l'exemple des "agences nationales" (1200 !), des "commissions diverses" (600 !) et autres entités gouvernementales, "autorités administratives" (26 !).

Ces entités ~ 1300 qui emploient 450 000 à 500 000 personnes !! coûtent ~ 50 milliards par an, avec des salaires de dirigeants de 150 000 à 400 000 € / an. Qui sont ces agences ? Que font-elles ? À qui rapportent-elles ? Sont-elles efficaces ? Qui les pilote ?

Il existe des doublons voire des triplons !!!

3 agences pour la santé !

Vous cherchez des économies ? Voilà une partie de la réponse. Après ? Retour au début du message.

[Signature] [P. NOM]
[Téléphone]

34. Manuscrit, 14 lignes, 128 mots

Le 16/01/19

Objet : compteur Linky

J'ai pris la peine à plusieurs reprises de signaler mon refus d'installation du compteur Linky.

J'ai justifié ma position des risques de ce compteur qu'il présente sur le plan de la santé de la sécurité et de l'atteinte à ma vie privée.

Je reste très attaché à ma liberté de choix. Dans ce cadre-là, je désire protéger ma santé et ma sécurité ainsi que celle de mes proches et je m'insurge contre une pose forcée et des tentatives d'intimidation.

Plusieurs maires de différentes communes en France laissent le choix aux habitants d'accepter ou de refuser la pose de ce compteur et par conséquent se déchargent de la responsabilité néfaste de ce compteur.

Je vous demande de vous joindre à ce choix.

[P. NOM]
[Signature]

35. Manuscrit, 8 lignes, 62 mots

Le 16/01/19

Je pense qu'il est possible de diminuer les dépenses pour une meilleure économie du pays.

Pourquoi pas commencer par le haut de la pyramide.

Ex : nos anciens présidents, il en reste 4 de vivants : logements de fonction, véhicule haut [de] gamme, essence, garde du corps, personnel.

Revoir les avantages en nature des personnes haut placées puis après descendre.

[Signature]

36. Manuscrit, 12 lignes, 88 mots (homme)

Préservation de la biodiversité : interdire l'arrachage des haies existantes et créer une prime à la replantation des haies.

Relancer au niveau européen une taxe carbone sur les produits agricoles.

Consacrer l'intégralité des taxes écologiques à la préservation effective de l'environnement, et en publier les résultats.

Inciter les banques à proposer en priorité à leurs clients des placements dans l'économie verte.

À chaque réaménagement de voirie publique, prévoir impérativement un aménagement cyclable en site propre et imposer un % de 10 % du budget voirie aux aménagements cyclables.

[Signature] [NOM Prénom]

[Adresse]

37. Manuscrit, 19 lignes, 176 mots

M. le Président,

- 1) Comment pouvez-vous diminuer les retraites (CSG) pour permettre d'augmenter des salaires plus élevés que les petites retraites ?
- 2) Vous annoncez la fin prochaine du diesel et vous donnez une prime de 4000 € pour acheter une voiture diesel d'occasion ?
- 3) Vous taxez le carburant des véhicules pour aller travailler mais pas le carburant des avions ou des paquebots ?
- 4) Vous voulez allonger les années de cotisation pour partir en retraite mais les présidents de la République touchent des indemnités après 5 ans de service ainsi que les ministres ?
- 5) Il faut faire des économies. Commencez par supprimer votre chauffeur et la personne qui vous ouvre la porte de votre voiture. Et arrêtez de prendre votre avion pour aller faire des voyages de quelques heures seulement.
- 6) Vous voulez également interdire les diesels dans la région parisienne dans quelques années mais les avions continuent leurs arrivées et départs dans la même région.
- 7) Vivez avec 1000 € / mois pendant 1 an et vous comprendrez le peuple français.

Cordialement

M. [NOM, Adresse]

[Signature]

38. Manuscrit, 16 lignes, 101 mots

Bonjour,

- Rétablir le taux de CSG aux retraités.
- Donner un salaire décent pour vivre au personnel qui travaille et produit.
- Rétablir l'ISF.
- Faire en sorte que les députés représentent les électeurs et non les intérêts d'un parti politique.
- Une personne, une entreprise, une société, etc. qui fait des bénéfices sur le sol français doit payer les impôts en FRANCE et non ailleurs (évasion fiscale, paradis fiscaux...).
- Limiter les postes à responsabilité d'une personne afin d'éviter les cumuls excessifs.
- Revoir la désignation de certaines personnalités au grade de préfet sans fonction réelle (préfet hors cadres...).

[P. Nom]

Périgny

39. Manuscrit, 15 lignes, 118 mots (homme)

- Impôt sur le revenu davantage progressif (plus de tranches).
- Grand plan d'isolation des logements (faire de l'écologie en faisant des économies aux ménages).
- Le système de retraite doit demeurer solidaire (pas de retraite à point).
- Fin de la hausse des carburants.
- Les salaires doivent être indexés sur l'inflation.
- Les retraites doivent être indexées sur l'inflation.
- Fin du CICE. Utiliser cet argent pour une industrie française de la voiture à hydrogène.
- L'électricité doit revenir publique dans l'intérêt général.
- Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, centrale, entreprises publiques...).
- Prélever un pourcentage sur les péages d'autoroute pour l'entretien des routes de France.
- Supprimer les 80 km/h.

[Prénom NOM]

[Signature]

40. Manuscrit, 16 lignes, 110 mots (homme)

Bonjour,

Peut-on envisager de réduire sérieusement le nombre de sénateurs et leurs avantages ?

C'est indécent de constater que la France tient non seulement le record des hommes et femmes d'État au nombre de 577 ? Alors qu'au mieux il nous en serait nécessaire de moins de 100 pour être dans la moyenne des autres pays "développés" !!

Sans parler de leurs émoluments !! Primes et autres avantages familiaux qui peuvent atteindre des sommes dépassant 50 000 €.

Face aux petits retraités et smicards, l'indécence dépasse les bornes. Le pouvoir d'achat des Français petits et moyens devrait être revalorisé car il est à craindre une "chienlit" comme disait De Gaulle.

[Prénom NOM]

[Signature]

41. Manuscrit, 7 lignes, 60 mots (homme)

Bonjour Monsieur,

Je profite de ce moment de débat pour vous parler des classes moyennes. Nous ne sommes pas riches avec un salaire de 1800 €. Et pourtant nous concentrons de nombreux désavantages : impôts sur le revenu et peu d'aides.

Pourquoi ne pas lisser sur tous les contribuables l'impôt sur le revenu ? Ce serait plus juste.

[Signature]

[Prénom Nom] le 17.01.19

42. Manuscrit, 4 lignes, 19 mots (homme)

Bonjour,

Je sollicite l'indexation des retraites par rapport à l'inflation.

Diminution du nombre de sénateurs et de leurs avantages.

[Prénom Nom]

[Signature]

43. Dactylographié (1,5 page découpée collée), 48 lignes, 506 mots (homme)

Les origines de la **COLÈRE** actuelle sont multiples mais elles ne pouvaient plus s'exprimer politiquement, d'où des manifestations violentes car – hélas – seule la violence paie, entend-on !! (ex : les fréquentes manifestations du monde agricole, celles des routiers, les Bonnets rouges...).

La colère des gens méprisés, les "sans-dents" de l'un, les "Gaulois réfractaires" qui restent sur "le bord de leur trottoir" de l'autre, ou ces "populistes qui méprisent les élites", cette colère explose autour des ronds-points, et chaque samedi autour des préfectures, des autres bâtiments de la République.

Depuis plusieurs élections les **abstentionnistes** sont devenus le premier parti de la France, n'était-ce pas prémonitoire ? Les partis traditionnels effondrés, les syndicats amoindris et niés, mais des partis extrémistes et les réseaux dits sociaux en expansion vertigineuse, il est évident qu'il **faut changer ou réformer les institutions** et les méthodes de gouvernement !

Les élections législatives avec ce système électoral majoritaire qui suit l'élection présidentielle (ce qui quasi automatiquement accorde une majorité au vainqueur de l'exécutif) ne permettent pas l'expression de la diversité des opinions politiques, d'où ces majorités dites "godillots".

Les Gilets jaunes et la majorité des citoyens qui les soutient expriment la perte de confiance, les désillusions, les colères envers l'**aristocratie républicaine** souvent proche du monde des affaires qui est à la tête du pays (ces milliers de hauts fonctionnaires issus des mêmes grandes écoles et les élus nationaux richement rémunérés constituent une caste haïe par tous nos concitoyens précaires ou modestes).

La **réforme constitutionnelle** doit rétablir un système électoral législatif avec une **proportionnelle significative (30 à 50 %)** s'inspirant du système existant pour les élections municipales.

Le président de la République, élu au suffrage universel direct, est de ce fait doté d'un pouvoir important, même excessif voire dangereux (cf Trump, Bolsonaro) ce qui suscite la conviction chez "l' élu suprême" d'être Superman, "premier de cordée" et d'autres dérives "jupitériennes" (d'autant que l'Élysée devient un véritable gouvernement bis de "conseillers" responsables uniquement devant le "monarque républicain" !!).

Il est indispensable dans une démocratie d'avoir des **contre-pouvoirs**. (Un Parlement doté de davantage de pouvoir, le droit de **Référendum d'initiative citoyenne** encadré pour éviter des dérives malsaines, une **Démocratie participative** à tous les échelons s'exerçant selon des calendriers fixés pour laisser aux élus le temps de mettre en œuvre leurs politiques...).

La présence de 2 chefs de l'exécutif dont un seul est responsable devant le Parlement – représentant de la Nation – amoindrit son pouvoir, et renforce celui du président. Il faut donc un **Premier ministre comparable au chancelier allemand** avec un gouvernement de coalition et un programme plus ouvert sur la diversité des opinions du pays.

Comment **réformer rapidement la Constitution avant l'été 2019** ?

Soit une assemblée constituée à égalité d'élus et de citoyens tirés au sort parmi les volontaires.

Soit (comme en 1958, en 1962, etc.) par un référendum à plusieurs questions (cf les consultations dans plusieurs États américains) et pourquoi pas avec le vote électronique.

Quand les dirigeants sont devenus sourds, il ne reste au peuple que les cris et la violence pour se faire entendre.

[manuscrit] [Prénom Nom]

44. Dactylographié (découpé, collé), 18 lignes, 196 mots

NON au LINKY

- Parce qu'il faut reconnaître le **droit au REFUS pour chaque citoyen** (au nom de l'objection de conscience le service militaire pouvait être refusé et... adapté ; au nom du principe de précaution des parents peuvent refuser des vaccinations ; au nom de pratiques religieuses des parents peuvent refuser certains aliments pour leurs enfants [ajout manuscrit] dans les cantines scolaires).

- Pour plusieurs raisons, dont des objections économiques :

1) la **destruction de millions de compteurs** en parfait état de fonctionnement au prétexte de la "modernisation".

2) la **fausse gratuité** évoquée par Enedis qui serait à ce point généreux pour offrir pour 5 milliards d'euros de compteurs à ses clients !!! Mais à partir de 2021 il pourra sans bruit se rembourser et récupérer – et largement – son avance grâce à ses compteurs communicants.

3) La nécessité d'**accroître la puissance souscrite**, car les 6 Kw installés chez une majorité de consommateurs ne permettent plus d'"amortir" les pics de consommation comme le faisaient les anciens compteurs, d'où de nombreuses coupures constatées chez les nouveaux clients de Linky... et la proposition d'Enedis de souscrire un abonnement supérieur à 9 KVA pour éviter ce nouveau désagrément !!!

45. Manuscrit, 44 lignes, 284 mots (couple)

Fiscalité

1. Supprimer la taxe d'habitation pour TOUS (promesse de campagne électorale à tenir).
2. Indexer les montants des pensions de retraite sur le coût de la vie.
3. Ne pas réintégrer l'ISF : la France a besoin de citoyens français riches et d'investisseurs pour donner du travail, créer des emplois.
4. Que chaque citoyen français paie des impôts sur le revenu (même un impôt faible) afin de participer à la dépense publique commune.
5. Diminuer de façon réelle et constatable (chiffrée) la dépense publique.
6. Diminuer les avantages des hauts fonctionnaires (chauffeur, voiture, voyage, prêts avantageux, primes et salaires...).
7. Baisser les taxes (TVA) pour tout le monde sur les biens indispensables (électricité, nourriture, essence).

Politique

1. Appliquer le BREXIT (no deal).
2. Diminuer le nombre de parlementaires de moitié et assurer la réelle représentativité des Français.
3. Rétablir un mandat présidentiel de 7 ans, avec des élections législatives intermédiaires.

4. Organiser des référendums pour TOUT ce qui touche la vie des Français (immigration, PMA, énergie...).
5. Demander des comptes aux politiques qui imposent une loi contraire à l'intérêt de TOUS (ex : Martine Aubry et ses 35 heures).

Société

1. Mettre fin à l'immigration massive imposée par l'Europe (pacte de Marrakech dénoncé par une majorité de Français).
2. Supprimer l'AME, trop coûteuse pour la dépense publique et surtout détournée frauduleusement.
3. Expulser les terroristes et les clandestins.
4. Rétablir la peine de mort pour les plus dangereux.
5. Revenir sur le mariage homosexuel.
6. PMA seulement pour les couples hétérosexuels infertiles. Pas de GPA.

Environnement

1. Donner du temps pour la transition énergétique.
2. Retour au 90 km/heure.
3. Supprimer les radars. Les Français doivent être responsabilisés.

18.01.2019 Retraités habitants de PÉRIGNY

46. Manuscrit, 10 lignes, 79 mots

1. Dissolution de l'Assemblée nationale.
2. Que toutes les couches sociales soient représentées.
3. Que le vote blanc soit reconnu.
4. Égalité salariale entre hommes et femmes.
5. Que l'humain soit au centre des préoccupations de l'État et non la finance.
6. Décentraliser plutôt que de supprimer les services publics -> conséquence : moins de voitures.
7. Donner le choix et non imposer.
Un revenu vital pour chacun. Ne plus voir de SDF.

17.01.19 Une retraitée qui refuse l'ordinateur

47. Manuscrit, 26 lignes, 149 mots

1) VILLE de PÉRIGNY

- NON AUX COMPTEURS LINKY.
- ÉCLAIRAGE des chemins en hiver après 24 h :
 - On ne voit rien ce qui provoque la peur pour les personnes âgées ou handicapées.
 - Vandalisme (voiture).
 - Bandes de jeunes alcoolisées.
- Y a-t-il un concurrent à la SAUR (distribution de l'eau) ?

- Quelle est la politique d'immigration de la commune (?), bien sûr pour parler des migrants en situation régulière.

2) FRANCE Revenir sur l'ISF.

- LAÏCITÉ. Le gouvernement n'en parle pas ou si mal.
- Suppression des subventions aux écoles privées.
- Réhabilitation des services publics dans les petites communes (à cause de l'EUROPE).
- Être plus exigeant vis-à-vis de l'EUROPE : une EUROPE sociale et non du FRIC.
- Plus de justice sociale.
- Prendre en compte la TVA (les différents taux) qui taxe les moins riches. Ce n'est pas un impôt juste.

48. Dactylographié (découpé, collé), 55 lignes, 704 mots (homme)

Moi [Prénom Nom] dépose sur ce registre mes revendications qui j'espère seront transmises aux personnes responsables et intègres de la Nation, en espérant aussi que ce cahier ne parte pas à la poubelle. Ce sont des revendications et non des doléances, car nous ne sommes plus sous l'Ancien Régime mais sous une République qui s'est transformée en une dictature anarchique par un gouvernement qui n'est plus par le peuple mais qui profite du peuple et qui essaye de nous faire perdre notre dignité par son insolence et sa désinvolture.

1- Dissolution de l'Assemblée nationale avec de nouvelles élections à la proportionnelle intégrale de manière que toutes les catégories des citoyens soient représentées.

2- Référendum d'initiative citoyenne urgent avec les questions suivantes :

- Destitution du président de la République (article 68) qui n'est plus capable de gérer le pays (demandé par les Gilets jaunes dans toutes les manifestations).
- Nouveau gouvernement compétent et intègre, responsable devant le peuple.
- Vote obligatoire.
- Retour de l'impôt sur la fortune.
- Rétablissement de la 1/2 part pour les personnes veuves.
- Retour de l'ancien taux de CSG pour les retraités.
- Abolition des privilèges (retraites, etc. pour les membres du gouvernement, députés) et privilèges des anciens présidents. Salaires des députés, sénateurs, ministres limités 2000 euros (c'est plus que le salaire qu'il faut pour vivre paraîtrait-il). On aurait ainsi des ministres qui savent ce qu'est le travail.
- Un député par département et un sénateur par région serait grandement suffisant. Avec présence obligatoire lors des séances de vote des lois sous peine de perte de rémunération.
- Cumul des mandats interdit.
- Casier judiciaire vierge pour les ministres et les élus qui se présentent aux élections.

3- Ensuite

- Diminutions des taxes (carburant, produits de première nécessité).
- Contrôle des fuites fiscales et des exilés fiscaux plus efficace.
- Contrôle des personnes au RSA et des aides sociales et faire en sorte que les personnes allocataires de ces aides ne soit pas autant rémunérés que les personnes [qui] travaillent et qui gagnent le SMIC. Ça n'encourage pas l'emploi.
- Tout le monde doit payer des impôts sur le premier euro touché (RSA, députés, handicapés, etc.), il n'y a pas de raison que les petits retraités payent des impôts pour les autres.

- L'argent du contribuable ne doit plus aller financer les entreprises du CAC 40 (genre Carrefour etc.), qui ensuite redistribuent leurs dividendes aux actionnaires.
- Diminutions des taxes des PME qui eux font tourner l'économie du pays.
- Arrêt immédiat du « grand débat » qui n'est qu'une campagne électorale masquée aux frais du contribuable, sans intérêt pour le citoyen puisqu'il n'y participe pas, avec des questions et des réponses prévues à l'avance sans aucun rapport avec celles que le peuple se pose. En un mot de la poudre de perlimpinpin...
- Interdiction pour les élus de prendre un membre de leur famille comme collaborateur.
- Une police au service de la Nation et du peuple, pas au service d'une élite et qui ne frappe pas les anciens, les femmes, comme on le voit lors des manifestations... Le code de déontologie est complètement dépassé, là, même si ces manifestations ne sont pas déclarées, elles sont légales et c'est un droit constitutionnel du peuple. Je sais, il y a les casseurs mais les personnes frappées sont bien souvent des gens simples, sans agressivité. Les responsables de ces « bavures » devront rendre des comptes.
- La transition écologique sera abordée quand tous les Français auront quelque chose à manger dans l'assiette.

Une fois toutes ces questions abordées, il serait souhaitable de réfléchir sur notre attachement à l'Europe. Qui nous ponctionne, nous prive de notre souveraineté et nous impose ses contraintes sociales et budgétaires qui grèvent sérieusement l'emploi dans le pays, l'économie, l'agriculture et nos industries. Notre dette est à 100 % du PIB et le gouvernement actuel nous saigne pour épouser cette dette. Les banques font un profit monstre. Notre président (Monsieur 3 %) fait sombrer le pays dans le chaos. Il est grand temps de rétablir les forces de notre pays : Honneur, Patrie, Valeur, Discipline, Égalité, Fraternité. Et surtout la Liberté qui est bien entravée à l'heure actuelle.

Fait à Périgny le 21 janvier 2019

[Signature manuscrite qui chevauche le cahier et la contribution collée]

49. Manuscrit, 26 lignes, 209 mots (homme)

Profession de psychologue :

Monsieur le Président, un psychologue possède une formation universitaire de niveau 1, reconnue au niveau européen par le grade de Master 2 professionnel (Bac+5), et possède donc le statut de cadre A.

Est-il cohérent qu'avec ce type de qualification, notre rémunération salariale soit d'une moyenne de 1500 € mensuels ?

Bien des confrères se tournent vers d'autres pays qui reconnaissent leurs compétences à juste mesure. Il me semblerait d'ailleurs nécessaire de reconsidérer la place que nous avons à jouer en France, car en apaisant en amont les douleurs individuelles, nous tempérons aussi le climat général de notre société au long cours. En œuvrant, par exemple, à la qualité de vie au travail, nous prévenons le recours chronique aux arrêts maladie, participons à la baisse des dépenses de santé. En revalorisant l'estime de soi des personnes désinsérées, nous leur permettons de se projeter dans une posture d'acteurs de leur vie, et peuvent ainsi trouver un rôle professionnel et économique. Ce sont là des exemples non exhaustifs.

Enfin, Monsieur le Président, le projet que les libéraux puissent bénéficier des mêmes droits sociaux que les salariés, tel que la CPAM notamment, est une excellente idée. Nous attendons sa mise en œuvre effective.

Très respectueusement, Psychologue clinicien et psychopathologue

50. Manuscrit (2,5 pages), 52 lignes, 302 mots

– Propositions citoyennes –

- Collectivités locales : réduire les niveaux.
- Supprimer le Sénat puisqu'il n'a pas de pouvoir décisionnel ; ceci permettrait également tout le personnel annexe dont les rémunérations sont honteuses.
- Réduire le nombre de députés de 200 (~~577~~ -> 377).
- Réduire le nombre des ministres de 10 (~~33~~ -> 23).
- Supprimer le CESE. Cette institution sert à placer les copains des hommes politiques. En un an, ils ont rédigé 28 propositions de "lois" avec un budget de ~ 30 M -> très chère la proposition !!!
- Définir par des lois le nombre d'émigrés que l'on doit accueillir en France avec obligation d'apprendre le français dans l'année qui suit leur accueil et obligation de respecter nos lois.
- Pour plus d'égalité : que le jour de carence des fonctionnaires passe de 1 à 3 jours comme les travailleurs du privé.
- Obligation de suivre les recommandations de la Cour des comptes ;
- Suppression des avantages (bureau /secrétariat / garde du corps / voiture avec chauffeur) pour les anciens présidents de la République et 1^{ers} ministres.
- Réduire l'apparat (gardes républicains, tant à l'Élysée qu'à l'Assemblée nationale).
- Que nos gouvernants soient logés dans des résidences beaucoup plus modestes, avec un personnel plus réduit comme leurs homologues germaniques et nordiques.
- Supprimer des doublons de compétences entre l'État et les collectivités territoriales.
- Axer ses efforts sur d'éducation et l'instruction :
 - a) Pour parents défaillants ou isolés, leur rappeler que l'éducation commence au berceau avec apport d'affection, de présence mais aussi de règles et de fermeté -> instaurons des groupes de paroles ?
 - b) L'enseignement instruit et poursuit la socialisation mais il a besoin d'un soutien actif et positif des parents aussi que de l'institution. Redonnons une place centrale à l'enseignant, respectons-le et donnons-lui les moyens de se faire respecter.

Les propositions du ministre M. BLANQUER sont des pistes intéressantes.

[Signature]

51. Dactylographié (découpé, collé), 20 lignes, 164 mots

Pour les cahiers de doléances, mairie de Périgny

Attendu que de sérieux doutes pèsent quant à l'innocuité des ondes émises, les fréquences CPL étant déclarées potentiellement cancérogènes.

Attendu que de nombreuses personnes développent une pathologie d'hyper-électrosensibilité dont l'État ne veut pas reconnaître l'existence.

Attendu que ce déploiement des compteurs résulte d'une politique autoritaire, qui ne respecte pas le droit de propriété.

Attendu que le citoyen a droit à une information juste et scientifique, ce qui n'est pas le cas.

Attendu que le citoyen a droit au respect de sa vie privée et doit rester libre de participer ou non à la course planétaire du Big data.

Attendu que cette pose forcée a un coût, pour les abonnés comme pour la société (licenciements...).

Attendu que les pouvoirs publics brisent les maires et les communes qui résistent,

Nous vous demandons de faire reconnaître, explicitement, dans le droit français, LE DROIT PERSONNEL AU REFUS DE L'INSTALLATION DE LINKY et de tout autre compteur dit « intelligent ».

52. Dactylographié (découpé, collé), 14 lignes, 151 mots

Pour les cahiers de doléances, mairie de Périgny :

Nous demandons que soient portés dans le grand débat public les points suivants :

- **une plus grande justice dans la fiscalité** : le très vieux dossier de la taxe Tobin était juste ; il faut taxer les transactions, entre autres mesures de justice fiscale.
- **une plus grande représentativité des citoyens dans la vie politique** : instauration de la proportionnelle, du vote obligatoire, du vote blanc.
- **une vraie prise de conscience des problèmes climatiques** : ce qui serait le moteur d'un changement total et bénéfique dans l'économie de notre pays. **Il y a une urgence absolue**, c'est le premier problème à travailler si on ne veut pas laisser une situation désastreuse à nos enfants, ce gouvernement n'a pas l'air de prendre la mesure de ces enjeux, ni même de vouloir mettre en place une transition écologique qui serait économiquement bénéfique.

53. Manuscrit, 10 lignes, 86 mots (homme)

- La pose des compteurs communicants (Linky, Gaspard...) se fait dans des conditions parfois cavalières : pose du nouvel équipement en l'absence du propriétaire (pour les boîtiers accessibles de la rue). De plus les risques induits par les compteurs sont chaque jour de plus en plus évidents et concrets (risques sanitaires, gâchis économiques, plan social induit).

Pour toutes ces raisons, je demande que soit respectée la volonté des propriétaires de refuser la pose de ces compteurs ou la dépose des compteurs Linky posés sans l'accord explicite.

[Prénom Nom, Téléphone]

54. Dactylographié, 40 lignes, 460 mots

NON AUX LOBBIES qui gèrent le monde et qui ne pensent qu'à leur profit et conduit toujours à plus de pauvreté dans ce monde ! POLITICIENS, reprenez le pouvoir ! Ce que vous avez appris à l'ENA est OBSOLÈTE !

ADMINISTRATIF & NUMÉRIQUE

- SIMPLIFICATION de notre système administratif et social, RIEN ne se fait dans ce domaine, on est face à un casse-tête administratif !
- Stop à la numérisation des démarches administratives à outrance. L'humain n'a plus sa place !
- Stop au déploiement de la 5G qui impacte le vivant, démontré par 170 scientifiques. Les ondes à outrance vont générer de nouvelles pathologies, ça suffit !
- Stop aux compteurs communicants, ce n'est pas écologique : gaspillage, stop au LINKY. nous ne sommes pas vos COBAYES ! Ça suffit !

- Les ondes affectent la santé et les neurones, potentiellement cancérogènes, prouvé par une agence indépendante américaine.
- NON au tout connecté, nous ne sommes pas des fainéants !

IMPÔTS

- Remise à plat de notre système d'imposition, un système plus juste doit être instauré avec plus de progressivité et non un système de tranches, allègement de l'impôt pour les smicards célibataires, trop lourd. Versement d'un euro symbolique pour ceux qui sont exonérés d'impôt !
- Imposition des dividendes, les riches se créent des holdings et ne paient pas d'impôts !
- Imposition des GAFA à hauteur de nos entreprises soit 23 %.
- Allègement des charges de nos commerçants, artisans, TPE, PME.
- Chasse aux paradis fiscaux, nos banques ne sont pas un exemple en la matière..., ça suffit !

SOCIAL ET RETRAITE

- Simplification de notre système d'assistanat ! Simplification du système d'assurance chômage.
- Priorité aux Français et à ceux qui vivent depuis longtemps en France, ceux qui débarquent sont souvent plus aidés, ce n'est pas normal !
- Retraite : harmonisation privé/public.

SANTÉ

- Stop à la PAC agricole, l'Europe saborde l'agriculture BIO. OUI pour une agriculture saine, la santé passe par l'assiette.
- NON AUX 11 VACCINS, comment peut-on imposer ça aux bébés ! Accords des lobbies pharmaceutiques avec MACRON qui ont financés en partie sa campagne électorale, c'est une honte.

ÉCOLOGIE

- Les industriels sont les premiers pollueurs, ça suffit !
- L'écologie ne doit pas être PUNITIVE ! Elle doit être à la portée de tous et non réservée à la classe aisée.
- Stop à notre système de consommation !
- Stop aux gaspillages à tous niveaux !
- Réconcilions l'homme et la nature : des emplois à créer, réfléchissons ensemble à cette transition qui s'impose, à notre politique de mobilité sur notre territoire et AGISSONS RAPIDEMENT !

LA FRANCE DOIT ÊTRE UN EXEMPLE MONDIAL où IL FAIT BON VIVRE !
NON à l'austérité européenne qui appauvrit les États.

[Signature]

55. Manuscrit, 47 lignes, 374 mots

La fiscalité et les dépenses publiques

Les questions à partir de la page 05 du livret édité par le gouvernement pour la grande consultation sont un ramassis de présupposés qui se résume à 2 alternatives, soit la réduction d'impôts donc moins de service public ou plus de service public et plus d'impôts. Mais il y a d'autres voies.

Optimisation des rentrées d'argent par l'État ou tout autre collectivité territoriale ou locale.

- Lutter plus efficacement contre toutes les fraudes, fiscales (impôts, TVA) et sociales. Plus de transparence et donc supprimer entre autres le verrou de Bercy. Durcir les critères

d'infractions fiscales (CIF). Sanctions plus lourdes pour les contrevenants (pas de négociation avec les plus riches). Contrôler et évaluer l'efficacité de cette lutte.

- Mettre plus de tranches d'impôts et donc aussi élargir l'assiette.
- Arrêter d'appauvrir l'État en privatisant ce qui est rentable (autoroute, barrage hydraulique, aéroport, etc.) ou en vendant les actifs rentables.
- Lutter plus efficacement contre la corruption et les conflits d'intérêt (moyens, critères, contrôles, sanctions, transparence).
- Donner directement le pouvoir de proposer les lois dans leur domaine de compétences à ces organismes de contrôle, d'évaluation ou de surveillance.
- Associer directement les citoyens à tous ces organismes de contrôle, d'évaluation et/ou de surveillance.

Optimisation des dépenses par l'État ou tout autre collectivité territoriale ou locale :

- Sortir de la loi félonne Pompidou-Giscard n° 73-7 du 3 janvier 1973 et de l'article 123 du traité de Lisbonne (traité que les Français ont refusé) concernant les intérêts de la dette (obsolète depuis la mise en place de l'euro, de la BCE et du critère de 3 % de déficit.
- Lutter plus efficacement contre la corruption et les conflits d'intérêt. Hauts fonctionnaires qui naviguent entre le public et le privé.
- Lutter contre le gaspillage en associant effectivement et directement les citoyens aux dépenses publiques.
- Optimiser le fonctionnement de l'État. Supprimer les commissions (ou autres) inutiles, inefficaces ou obsolètes.
- Réduction du nombre de hauts fonctionnaires et leur rémunération inférieure à celle du chef de l'État [sic].
- Contrôler, évaluer (sanctions) tous les budgets de l'État, y compris celui du chef de l'État.
- Associer directement les citoyens à tous ces organismes de contrôle, d'évaluation et/ou de surveillance.

56. Manuscrit, 3 lignes, 26 mots

Assez de bla bla bla. Beaucoup plus d'actions car nous ne pouvons plus vivre bien avec un pouvoir d'achat minimum.

Merci de bien vouloir nous l'augmenter.

57. Manuscrit, 26 lignes, 186 mots (femme)

01/02/2019

Puisqu'il s'agit que chacun fasse un effort pour le pays, pourquoi, Mesdames et Messieurs les Députés, les Sénateurs, les Ministres, Secrétaires d'État, M. le Président, les "hauts" fonctionnaires, pourquoi ne pas montrer l'exemple en réduisant vos salaires, indemnités et autres avantages et privilèges ? Pourquoi, M. le Président, ne songez-vous pas à diminuer d'une manière conséquente vos revenus ainsi que ceux de votre épouse, car tout ceci est de "l'argent de poche" ? Cela prouverait votre "bonne volonté" envers le peuple français qui se débat pour survivre, et remplirait d'une bonne somme les caisses de l'État ! Réduisez ou supprimez tous les privilèges (retraites ++ des anciens présidents, ministres...) qui datent de notre histoire ancienne et qui n'ont plus lieu d'être aujourd'hui !

Je suis sûre que bon nombre de Français apprécieraient cet effort-là, et que leur colère s'atténuerait !

Ha, un autre détail : donner leur rémunération aux députés et sénateurs en fonction de leur temps de présence, et lorsqu'ils sont efficaces.

Songez, Mesdames et Messieurs les "privilégiés" rapidement à faire cet effort avant qu'il ne soit trop tard pour le pays !

Mme [Prénom NOM]

[Signature]

58. Dactylographié (découpé, collé), 30 lignes, 371 mots (homme)

Une politique décentralisée comme projet urgent, fondée sur la légitimité, la capacité, la connaissance qu'ont les élus de proximité de chaque territoire. Les élus locaux, maires et élus communautaires dans le cadre de la démocratie représentative doivent participer à la mise en œuvre des politiques nationales de transition et de modernisation. Ils doivent, à leur niveau, s'appuyer sur une démocratie collaborative.

Sur une base de capacité d'adaptation et de prise en charge des besoins et des attentes exprimés par les populations, l'élu local doit avoir les moyens de conduire les réponses et le développement solidaire de son territoire. Il doit pouvoir s'appuyer sur un service public de proximité librement adapté aux particularités de son territoire. Ce service public est garant de l'égalité, de la justice et de l'équité des traitements, il est un élément constitutif de notre République. "*Le service public est la seule richesse de ceux qui n'en ont pas*". Ce service public est de niveau territorial lorsqu'il peut correctement et efficacement répondre à cette échelle démographique.

Il faut donc sortir des logiques technocratiques du nombre pour s'orienter vers la satisfaction des besoins élémentaires et différenciés d'une population. Les collectivités doivent retrouver leurs propres marges de manœuvre et leurs moyens pour gérer convenablement la réponse publique de proximité. L'innovation et l'intelligence citoyenne de proximité permet souvent d'adapter les mutualisations nécessaires et faire qu'elles ne soient pas uniformes, plaquées, verticales et surtout pour des questions de distance ou de lisibilité, inadaptées.

Pour ces moyens, il est indispensable de rétablir une fiscalité locale directe et transparente permettant de gérer la ressource en fléchant les réalisations et projets. Cette autonomie fiscale mise à mal par le principe de la suppression d'une taxe (la taxe d'habitation) doit être corrigée, renouvelée tenant compte de la démographie réelle et de l'inflation. L'impôt, en général, sera toujours considéré comme injuste s'il n'est pas justifié par un service qui bénéficie aux citoyens ou pour le moins d'une action ou d'un projet d'intérêt général. La redistribution des dotations globales est inefficace dans ses variations et ne tient pas compte des réalités de terrain, des centralités effectives, des mutualisations, en sanctionnant et en appauvrissant de réelles dynamiques économiques. Restaurer, rétablir une fiscalité locale autonome et lisible est donc une priorité.

[Prénom Nom] (Périgny) [Téléphone]

59. Dactylographié (7 pages, coins découpés, collé), 235 lignes, 2610 mots

GRAND DÉBAT NATIONAL 2019

ET SI LES CHOSES CHANGAIENT VRAIMENT....

A) Fiscalité

- Arrêter de stigmatiser les hauts revenus et de faire de la démagogie fiscale : les pauvres contre les riches, les « sans-dents » contre les nantis ; l'important n'est pas de savoir comment ponctionner différemment le même montant d'impôt et de taxes mais bien de réduire les dépenses et donc la pression fiscale globale.

- STABILITÉ DE LA FISCALITÉ POUR PLUSIEURS ANNÉES : **assez de cette variabilité sans visibilité. Comment peut-on se projeter dans l'avenir si l'on ne sait pas si les moyens que l'on a suffiront durablement à honorer des prêts engagés qu'ils soient immobiliers ou pour les études de nos enfants.**

1) Impôts sur les revenus

a. Progressivité et dégressivité des tranches (courbe de Gauss) :

- i. Plus de tranches progressives jusqu'à un plafond (x fois le salaire médian par exemple) puis dégressivité pour les tranches à suivre. Mieux vaut 10 % de plusieurs millions que 50 % ou 75 % de zéro (car ces contribuables seront partis de France).

b. Retenue à la source : elle permet que tous participent à l'impôt (même de façon symbolique).

c. Instaurer la « TVA sociale » et alléger d'autant les charges salariales et patronales.

d. Ne pas restaurer l'ISF (incitation à sortir de France).

e. Dans tous les cas exclure les patrimoines des entreprises familiales pour assurer la transmission et la pérennité des entreprises.

f. Favoriser crédits aux PME et travaux d'aménagements du territoire (flécher si besoin est) : abattement ou défiscalisation sur les dépôts faits à la BPI (bloqués 5 ans mini).

g. Évadés fiscaux :

i. Si « attrapés », aucune clémence.

ii. Si volonté de régularisation :

- Impôts dus selon nouvelles règles fiscales + 10 % pénalité uniquement.
- À cette pénalité rajouter + 20 % à 30 % des sommes rapatriées en dépôt obligatoire à la BPI (5 ans mini) pour favoriser crédit aux PME et travaux aménagements du territoire (flécher si besoin est), après cette période libre d'y laisser ses fonds ou de les retirer.

h. Pensions de réversion

- Familles recomposées et remariage :

a) Retraite de base au prorata des années communes.

b) Retraite complémentaires et supplémentaires : 50 % au prorata des années communes et 50 % selon la volonté du défunt par acte notarié ou contractuel.

i. Héritages : alléger l'imposition sur les transmissions aux descendants directs.

2) Impôts et taxes sociétés

a. Ne fiscaliser les entreprises que sur leurs résultats.

b. Ne pas taxer l'outil de travail à travers la TF et la CFE, au pire plafonnement TF au même titre que la CET (on ne peut pas encourager une entreprise à investir puis la pénaliser sur base du montant de ses investissements).

c. Taux IS dégressifs en fonction d'un ratio dividendes distribués/investissements engagés durant l'exercice (25 %, 20 %, 15 %) sauf pour l'actionnariat salarié ou si intéressement versé.

d. Forfait social : le ramener à 8 % et à zéro si mise en place d'un accord d'intéressement.

e. Faire des textes clairs qui ne nécessitent pas d'années d'actions dans les tribunaux et qui s'alimentent de jurisprudence...

STABILITÉ DE LA FISCALITÉ POUR PLUSIEURS ANNÉES

Assez de cette variabilité sans visibilité. Comment peut-on se projeter dans l'avenir si l'on sait pas si les moyens que l'on a suffiront à honorer des prêts pour investissements ou les recrutements faits dans des conditions initiales connues. Les tensions économiques sont suffisantes pour troubler l'avenir, ne pas en rajouter avec des changements incessants de la « doctrine » fiscale... (mêmes textes, autres interprétations...).

Sujets s'y rattachant : travail :

- a. Pour plus de dialogue structuré dans les entreprises :
 - Rendre obligatoire l'adhésion à un syndicat pour tout salarié d'une entreprise de plus de 50 salariés. => **Arrêt des contributions de l'État au budget des syndicats** (les cotisations suffiront).
 - Facilitations de création de syndicats « maison » en complément des centrales => Plus de représentativité, plus de dialogue, moins de postures.
- b. Assouplir encore plus les sorties de CDI (un contrat ne doit pas être une corde au cou de l'employeur et une condamnation à mort pour l'entreprise en difficulté).
- c. Élargir champs des CDI de chantier/projets/remplacements.
- d. Abandon total des CDD (+ chers et + précarisant : attitude des banques vis-à-vis emprunts, propriétaires vis-à-vis locataires, etc.).
- e. Réduire les charges patronales et salariales sans distinction du niveau de rémunération (tirage vers le bas des rémunérations).
- f. Ramener le forfait social à 8 % pour toutes les mesures concernées (sauf intéressement à 0 %).
- g. Un seul régime de retraite et un seul mode de calcul pour tous, public et privé (assurer la mobilité professionnelle, pas de discrimination privé/public).
- h. Un seul code du travail pour tous, les différences d'application sont des aberrations non transparentes et discriminantes (cumul des HSup dans le public au-delà du légal ???). Absentéisme...
- i. Une seule inspection du travail pour tous, privé et public...
- j. Déréglementation des dernières corporations (ex : taxis, dockers...) qui empêchent le développement de ce type d'emploi.
- k. Les DREAL, douanes ; inspections du travail et autres administrations de contrôle doivent se comporter comme des conseillers et non comme des « sanctionneurs ».
- l. Arrêts de travail de complaisance : comment lutter ? Renforcer le pouvoir de contrôle des CPAM vs les médecins.

B) Conduite de l'État : exemplarité !!

Commencer à demander des efforts à l'État et ses hauts fonctionnaires ainsi qu'aux représentants.

- a. La France compte suffisamment de bonnes universités et grandes écoles pour recruter de bons serviteurs de l'État. Ne pas recruter uniquement les hauts fonctionnaires à l'ENA : **la pensée unique sclérose**.
- b. Repositionner les ENARQUES en place pour les confronter aux réalités du terrain (aller travailler en entreprise, savoir construire un budget bâti sur la seule volonté d'un client de commander et de payer ses factures...).

c. Fermer l'ENA actuelle et refonder une école qui formerait des serviteurs de l'État plus proches des préoccupations des Français et des entreprises (recrutement après passage dans la société civile ?)

d. Un fonctionnaire voulant briguer un mandat national doit démissionner de la fonction publique.

e. Faire table rase des pratiques en termes de rémunération, défraiement des élus et de leurs attachés et autres personnels administratifs des deux chambres.

f. Transparence dans les rémunérations des élus et des hauts fonctionnaires (BERCY en particulier, Conseil d'État...) :

- i. limiter les salaires/émoluments/indemnités ou tout autre nom donné aux sommes que les élus peuvent toucher à 15000 €/mois maxi.
- ii. limiter les salaires/émoluments/indemnités/primes ou tout autre nom donné aux sommes que les hauts fonctionnaires 15000€/mois maxi.
- iii. Faire cotiser les élus au régime de retraite unique.
- iv. Salaire des personnels aux services des chambres et des élus = salaire médian pratiqué dans le privé dans des conditions de travail analogues sans biaiser le système par l'adjonction de primes iniques. Cela conduira à une baisse des rémunérations.

g. Donner une prime aux directeurs de services sur les économies faites à prestations égales.

h. Alléger le millefeuille administratif ; suppression des communes => communautés de commune ou métropole et suppression des départements => régions.

i. Recherche et gestion des redondances des missions, compétences et postes puis suppressions (allègement des charges).

j. Transparence des frais et train de vie des élus via des commissions citoyennes (exemple Norvège) :

- i. Remboursement sur justificatif uniquement.
- ii. Imposer publication des comptes et création d'une commission citoyenne de contrôle de leurs dépenses.

k. Transparence et réductions dans le temps et dans les montants des indemnités des élus (y compris présidents) et des ministères sortants.

l. Rendre les mesures, préconisées par les cours des comptes, obligatoires.

- i. Rendre les élus responsables de leurs dépenses ou investissements injustifiés via rapports d'audit des cours des comptes régionales et nationale.

m. Interdiction pour toute collectivité et l'État d'établir un budget déficitaire à endettement constant...

Ajuster les dépenses aux recettes et non l'inverse... halte à la créativité fiscale ; bienvenue à la maîtrise des charges.

n. Conseil d'État : une entité au-dessus des chambres qui décide de ce qui est légal ou pas ? Au-dessus des décisions des élus du peuple ?

o. Création de commissions de citoyens/syndicats ouvriers, patronaux, professionnels devant analyser un texte de loi avant sa mise en application, i.e. trouver les effets pervers avant leur publication... tellement d'exemples...

p. Le statut de fonctionnaire ne devrait être attribué qu'aux postes/missions régaliennes. Les autres postes devront être contractualisés (un seul code du travail) quitte à créer une convention collective spécifique.

Les économies ainsi faites permettront de réduire la charge fiscale et réallouer des ressources aux services publics.

C) Société

a. Retirer le principe de précaution de la Constitution et rendre ses moyens à la recherche

appliquée (nos cerveaux confirmés et nos jeunes diplômés fuient la France et la sclérose des idées dues à ce principe).

b. Rétablissement du service national 3 mois de classe militaire, 9 mois de service civil. Garçons et filles.

c. Contrôle du pouvoir sans limite des médias :

i. Droit de réponse ou publication des décisions de justice de même ampleur (position dans le journal ou moteur de recherche, taille de police, images, durée, temps dans les JT ou les émissions, etc.)

ii. **Interdire l'anonymat dans les commentaires sur le Net** (halte aux haters et lyncheurs lâches et sans visage...), cela facilitera les poursuites et favorisera la mesure et la modération.

d. Réinvestir les zones de non-droit par la force si besoin.

e. Lutter de manière efficace et exemplaire contre les fraudes aux prestations sociales (santé, allocations, etc.).

i. Faire faire des contrôles et un point zéro par des sociétés privées, s'il le faut, rémunérer par un % sur les économies faites sur deux années.

a. Justice

i. Les juges ne sont que l'expression de la volonté de justice du peuple qui leur a donné mandat pour la rendre en leur nom et non en lieu et place.

=> Rendre les juges responsables de leurs décisions devant [le] peuple (jurys populaires) en cas de défaillance : cas des multirécidivistes ou libérations de criminels sur erreurs de procédures, etc.

=> Établir des peines planchers et les appliquer...

f. Politique migratoire :

i. Retraite minimale des immigrés ? Comment justifier qu'une retraite soit payée lorsqu'aucune cotisation n'a été versée à un régime de retraite EU ? Arrêt de cette pratique.

ii. Contrôles et refacturation des prestations de santé aux personnes ou aux pays d'origine des personnes se faisant soigner en France (accords bilatéraux sine qua non). OK pour venir chercher qualité des soins et compétences spécifiques mais participation aux coûts obligatoire.

iii. Déploiement de nos forces en dehors de nos frontières : participation aux frais de maintien de nos armées par le pays demandeur.

iv. Repenser le dispositif d'accueil et d'aide ET LE SOUMETTRE À UN RÉFÉRENDUM. Cette dépense doit être approuvée par le contribuable...

v. Instauration d'un *numerus clausus* par origine/formation.

vi. Obligation de justifier d'un emploi au bout de 6 mois après obtention du titre de séjour et droit aux prestations sociales qu'au bout de 3 ans de travail effectif et de présence sur le territoire (sinon pro rata).

g. **Arrêt des recours abusifs** faits par des associations créées de toutes pièces pour s'opposer à un projet.

i. Les parties qui déposent un recours devront avoir une assurance pour couvrir les frais qui seront fixés par les tribunaux.

ii. Si les tribunaux donnent raison au porteur du projet ou maître d'ouvrage, tous les frais

directs et indirects dus au retard ou report du projet seront à la charge de ceux qui ont déposé le recours.

=> **Avoir des recours sérieux, justifiés et étayés.**

D) Transition énergétique, environnement et agriculture

a. Ferme solaire sur tous les parkings de GMS (et non sur les surfaces agraires...).

b) Imposer panneaux chauffe-eau et solaires sur tous les nouveaux bâtiments (collectifs ou individuels) ou ceux en profonde réhabilitation.

c. Stop à l'AGRIBASHING

Cessons d'opposer urbains et ruraux :

- Le bio n'est pas la solution à tous les problèmes (cf. étude Stefan Wirsenius de l'université de technologie Chalmers Suède / Nature 16/12/2018) et doit cohabiter avec le conventionnel qui fournit une alimentation saine depuis des décennies maintenant, avec un impact minimal sur l'environnement (cf. étude The Economist Intelligence Unit 12/12/2018).
- La France doit tenir sa place dans la fourniture de denrées alimentaires auprès de ses voisins (doit-on faire une différence entre une région française en déficit et un pays voisin en déficit, un Auvergnat vs un Algérien ?).
- Nous n'exportons pas « d'excédents de voitures, d'avions ou de train ou d'armements » ni « d'excédents de produits pharmaceutiques ou de produits de luxe » ; nous les produisons pour des clients étrangers, il en est de même pour l'agriculture.
- Favoriser les projets de ferme aquacole (trop souvent bloqués par des recours abusifs).
- Favoriser les grandes fermes productives (comme nos voisins nord-européens qui sont eux aussi très portés sur l'agriculture durable...).
- Transition énergétique par l'incitation et non par la sanction :
 - Pas de taxe « verte » sur les produits pétroliers tant que les solutions de remplacements ne sont pas en place.
 - Favoriser les projets d'éoliennes en mer.

E) Représentation

a. Rendre le vote obligatoire.

b. Comptabiliser les votes blancs au moins au premier tour.

c. Maintenir le scrutin majoritaire ; si toutefois une volonté d'introduire une dose de proportionnelle se dessine, le principe en vigueur pour les municipales/régionales pourra être mis en place.

d. Réduire le nombre de députés (300 maxi) en faisant attention à ne pas pénaliser la France rurale / petites villes vs la France urbaine.

e. Réduire le nombre de sénateurs (150 maxi).

f. Réduire le nombre des élus des grandes régions au prorata des régions ayant fusionné (ex : diviser par 3 si 3 régions ont fusionné pour créer la nouvelle).

g. Rétablir l'élection présidentielle au suffrage indirect. Le président est le garant du bon fonctionnement des institutions.

=> Plus de crises institutionnelles mais uniquement des crises gouvernementales.

h. Référendum d'initiative populaire :

ii. Mettre en place processus d'aide à la décision ou formulation de cadre de loi. Pas nécessaire de mettre responsabilité du gouvernement en cause à chaque fois.
iii. Objectif : savoir prendre le pouls du peuple autrement que par des sondages d'opinion largement manipulés par les médias ou des positions ou postures partisans. Encore une fois halte à la pensée unique.

i. Tous les sujets de société doivent pouvoir y être abordés : redonner la parole à la majorité silencieuse.

Trop de sujets ont été diabolisés parce qu'abordés par les partis des extrêmes alors que ces sujets sont prégnants.

i. Création de commissions de citoyens / syndicats ouvriers, patronaux, professionnels devant analyser un texte de loi avant sa mise en application, i.e. trouver les effets pervers avant leur publication... (tellement d'exemples...).

Divers

a) Rétablir 90 km sur les routes et laisser le soin aux collectivités locales de choisir.

b) S'attaquer aux causes des accidents pour les réduire en nombre, ne pas chercher seulement à limiter la gravité de leurs conséquences.

i. Amélioration du réseau routier (+ de 2 x 2 voies et de carrefours aménagés).

ii. Zéro tolérance pour alcool et stup. 0 % et poursuite pénale avec peine plancher.

iii. Zéro tolérance pour conduite sans permis sans assurance et délit de fuite : pénale et peine plancher.

iv. Zéro tolérance pour non-arrêt aux passages piétons.

v. Zéro tolérance pour les rodéos en ville.

c) Les assurances doivent contribuer au budget des SDIS par le versement d'une participation forfaitaire à chaque intervention sur un sinistre impliquant un bien privé ou industriel/professionnel sans qu'une recherche en responsabilité ne soit possible (même principe que le secours en mer ou en montagne, les vies sont prises en charge mais le matériel est sauvé contre rémunération) => allègement des budgets des départements.

[ajout manuscrit] 05/02/2019

[Signature]

60. Dactylographié (1 page collée), 38 lignes, 310 mots (homme)

Le Grand Débat National

Qu'attendre de ce débat ?

Beaucoup si nous y participons massivement et si l'exécutif le prend en compte. Le président a raison en pointant les "plus" de notre pays. Il omet d'en lister les "moins".

Parmi ceux-ci :

1) la fracture des revenus qui vont croissant,

2) le déficit commercial du pays,

3) les décisions qui tombent sans que le citoyen ne puisse s'exprimer et donc se reconnaître.

Alors, je me pose aussi des questions, les voici :

FRACTURE DES REVENUS

Les dividendes versés aux actionnaires de sociétés privées sont toujours en augmentation.

Pourquoi ? Parce que ceci fait monter les cours de l'action à court terme. C'est l'intérêt des

actionnaires et aussi des dirigeants dont la part variable de la rémunération est constituée d'actions ou d'options.

Conséquences :

- a) les riches s'enrichissent,
- b) les investissements sont limités donc l'outil industriel en pâtit,
- c) les salaires en pâtissent également créant l'exaspération populaire.

Y remédier : la solution serait-elle tout, comme en Allemagne, d'admettre dans les conseils d'administration de chaque entreprise les salariés.

Ceux-ci voient l'intérêt de leur entreprise à moyen ou long terme, alors que les actionnaires pensent à court terme.

Alors, le climat changerait peu à peu :

- a) les salariés seraient vraiment concernés par la marche de leur entreprise,
- b) les investissements reprendraient,
- c) grâce aux investissements, les entreprises seraient plus compétitives,
- d) après quelques années, le tissu industriel reprendrait de la vigueur,
- e) la balance des paiements redeviendrait positive.

Un climat de concertation pourrait s'installer.

Référendum

Pourquoi le craindre ?

Ne pourrait-on pas décider que le sujet soumis devrait recueillir plus de 52 % de réponses positives pour être adopté ?

Et le nombre de citoyens demandant ce référendum est également réglable.

[Ajout manuscrit]

Impôts sur le revenu.

Même modestement, tout le monde devrait en payer, ne serait-ce que pour se sentir impliqué.

[Prénom NOM]

61. *Manuscrit, 18 lignes, 105 mots*

- Politique migratoire = libre circulation des migrants.
- Reconnaissance des "nouveaux métiers" dans la jonction publique (financières...). Refonte.
- Soutien et protection de l'hôpital public et revalorisation des métiers de l'hôpital.
- Reconnaissance des associations de quartier dans les prises de décisions !! Urbanisme dans les villes.
- Soutien économique aux PME fournisseuses d'emploi.
- Changer de république (6^e République) ("arrêtons d'élire des présidents").
- Reconnaissance du vote blanc.
- L'Élysée doit rester un monument historique et uniquement cela. L'image véhiculée est trop liée à la royauté... et c'est totalement inadapté aux fonctions...
- Ne plus taxer l'héritage en dessous d'1 seuil à définir.

[P. Nom] 4 février 2019

62. Manuscrit (majuscules), 4 lignes, 24 mots

NON-PROFESSIONNALISATION DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE : LIMITATION DES MANDATS AVEC LA GARANTIE QU'UN(E) ÉLU(E) PUISSE RÉINTÉGRER SON EMPLOI À LA FIN DU MANDAT.

[P. Nom]

04/02/2019

63. Manuscrit, 38 lignes, 276 mots

Périgny, le 04/02/2019

1°) Augmenter le pouvoir d'achat en :

- réduisant la CSG pour tous y compris retraités (cette CSG n'était applicable que pour quelques années !)
- réduisant la TVA aux produits de première nécessité.

Mais pour cela réduire les dépenses publiques nationales régionales municipales en :

- réduisant les dépenses de "l'Élysée" (800 employés) et des anciens présidents de la République qui atteignant l'âge de la retraite officielle, 67 ans, n'auraient plus de subventions ;
- en réduisant les dépenses régionales : suppression des sous-préfectures et des doublons malgré la diminution des régions, diminution du train de vie des représentants (hôtel de région, mission à l'étranger...) ;
- en réduisant les dépenses municipales lorsqu'il y a des communautés de communes, suppression des communes y adhérant (conseil municipal...) et mise en commun des moyens (police, comptabilité...).

2°) Améliorer la participation des citoyens à la vie publique en :

- instaurant des référendums au niveau
 - national
 - régional
 - municipal(voir ce qui se fait en Suisse par exemple).

3°) Améliorer l'efficacité de nos services publics

- éducation nationale : pourquoi à nombre d'élèves équivalent, l'Allemagne, la Grande-Bretagne... ont moitié moins d'enseignants ? Pourquoi 50 % du personnel de l'EN ne verra jamais d'élève ?
- santé : pourquoi 50 % du personnel hospitalier ne verra jamais de patients...

4°) Lutter contre la fraude et le cumul.

- Depuis 2010, il est reconnu que 40 000 fausses cartes vitales circulent, engendrant 10 milliards de prestations indûment payées, fait signalé par des sénateurs.
- Non-cumul de salaire de l'État/région/commune ou plafonnement pour éviter les rémunérations scandaleuses de certains politiques ou fonctionnaires (J. Lang, Hollande...).

[Signature]

[Nom P.]

64. Manuscrit, 16 lignes, 100 mots (homme)

[NOM Prénom]

Maltraiter la laïcité n'améliorera en rien l'unité nationale.

La loi de séparations des Églises et de l'État est un pilier de la République qui fonde la cohésion nationale.

IL FAUT S'OPPOSER AUX PROJETS DE RÉVISION DE LA LOI DE 1905

et exiger son application sur tout le territoire notamment en Alsace et Moselle où les ministres des cultes reconnus par le concordat sont rémunérés par les contribuables, et en Guyane où le conseil départemental finance le salaire du clergé catholique.

~~~~~

RÉVISER le taux de rémunération des livrets d'épargne A et LDD au moins au niveau de l'inflation.

Le 7-02-2018 [sic]

---

**65. Manuscrit, 6 lignes, 36 mots**

Indexer les retraites sur le coût de la vie.

Rétablir l'ISF.

Si un député LREM dit que son mandat lui occupe 80 heures par semaine, il faut interdire les autres mandats aux élus. 1 seul mandat.

---

**66. Dactylographié, 34 lignes, 648 mots**

Perte du pouvoir d'achat = la vie chère, toujours plus. Une complicité de l'État, des politiques libéraux.

Je suis un citoyen, gilet jaune. Je suis outré des prix commerciaux en France qui n'ont cessé d'augmenter.

Pour quoi ? La société libérale vous prend pour des crétins, des manipulables et des faibles, comme Macron.

Les lois françaises et européennes qui leur donnent des pouvoirs de s'enrichir sur votre dos, sans freins, légalement.

Une loi qui me scandalise, la loi de M. Raffarin, de juillet 2003, votée en catimini, le dernier jour avant les vacances à la dernière section [sic] parlementaire, pendant que la plupart des députés étaient en vacances, avec 15 députés, de droite, donnant la liberté des prix, avec un amendement où le vendeur **n'est plus responsable de leur prix « mais le client »**.

Une loi de voyous, pour des voyous, la honte, une loi pour les gagnants voleurs (profession libérale) sur les perdants.

Cela a ouvert toutes les escroqueries, des prix avec des marges énormes, 60 % de marge brute, dans le bâtiment et la construction et les entreprises qui vous démarchage [sic], que vous subissez tous les jours au téléphone, à la recherche de personnes faibles, manipulables et même des crétins naïfs. Un scandale légal. Je demande l'abrogation de la loi.

Un autre scandale de la dérive commerciale qui impacte les prix et vous manipule en vous asservissant légalement. Les taux de publicité qui ont explosé, jusqu'à 25 % du prix, ou toutes les entreprises commerciales se sont engouffrées. La publicité qui vous endort, vous vend du rêve, qui vous lave le cerveau en vous conditionnant.

La course, aux chaînes de télévision, publiques et privées, sans limite, avec l'accroissement des chaînes de TNT.

Un marché, qui rapporte, à qui, les annonceurs, les médias et les dirigeants des chaînes télévisées et l'État, par la TVA.

Il y a de l'argent à gagner, sur les pubs, qui enrichissent les grands groupes de presse et diffusion, les actionnaires. Les directeurs de chaîne, les journalistes présentateurs, ceux qui vous charment et vous endorment, quotidiennement. Avec des salaires qui dépassent toute imagination, avec l'accord de l'État, qui engrange le maximum de TVA.

Tout ce système, font que votre pouvoir d'achat diminue et une société se gave, oui se gave sur votre dos.

**Réveillez-vous et boycottez les marques qui vous volent légalement**, les annonceurs à la télévision que vous voyez 4 à 5 fois par jour sur toutes les chaînes et les radios. Quel taux de marge en publicité, que vous achetez, où est le vrai prix du produit, celui qui permet de vivre, dans toute la chaîne de fabrication en France. Pas celui des entreprises qui s'enrichissent et payent des dividendes à l'actionnaire, 57 milliards en 2018 distribué par la bourse ou l'enrichissement en délocalisant en Chine, pour augmenter leurs marges, leurs profits personnels ?

Diffuser au maximum de Français ma vision du scandale de la liberté des prix et les pubs qui vous appauvrit. Un scandale, légal en France. Voir les salaires des présentateurs télé, qui contribuent à l'augmentation des prix et sont scandaleux. Ex : Michel Drucker, 38 000 € par mois.

Réfléchissez aux chaînes de la TNT, qui se gavent du système et multiplient les chaînes. TF1 et M6 et leurs filiales et qui vous lavent le cerveau, vous endorment avec des jeux et des rediffusions, que vous financez sur les prix libres.

À ce jour les prix et les taxes continuent d'augmenter par des lois du gouvernement qui ne vous entendent pas.

Nota : j'ai eu un voisin qui a été responsable du MEDEF, qui me disait : je ne regarde pas la télévision, c'est les entreprises qui la financent, les mêmes entreprises qui se gavent sur votre dos, la boucle est bouclée.

Une démocratie mafieuse. Le libéralisme se gave sur notre dos, nous appauvrit et tu es plus pauvre.

Un gilet jaune, retraité, en colère. [Initiales]

---

#### **67. Dactylographié (découpé, collé), 25 lignes, 372 mots (lettre-type)**

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total de 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

---

**68. Dactylographié (collé), 20 lignes, 243 mots (homme)**

Notre pays défend l'égalité, une des valeurs de toute démocratie et un des fondements de notre État républicain. Cependant, d'aucuns n'ont cessé de vouloir s'accaparer, à leurs fins personnelles, les fruits de la richesse produite annuellement. De ce fait les inégalités se creusent. Nous sommes arrivés peut-être au seuil de rupture et le corps social appelle à plus de justice grâce à une meilleure répartition. Des décisions fortes peuvent contribuer au renforcement voire au rétablissement de l'esprit républicain parmi nos concitoyens :

- S'attaquer aux inégalités fiscales en :
  - revalorisant les tranches hautes de l'impôt sur le revenu,
  - en reconsidérant certaines niches fiscales, lesquelles profitent principalement aux riches, ceux qui peuvent épargner pour investir notamment,
  - en réduisant les taux de TVA sur les produits de première nécessité et en revalorisant ceux sur les produits dits de luxe ;
- De la part de nos élus, donner l'exemple : le cumul des mandats a été revu même s'il reste du chemin à parcourir pour en arriver à une situation satisfaisante mais le cumul des indemnités reste lui à réformer : pourrait ainsi être imposé aux élus en cumul de mandats (ex : maire et vice-président d'une collectivité locale et conseiller régional...) un cumul partiel des indemnités selon le dispositif suivant :
  - La première indemnité serait servie intégralement, la deuxième pour moitié et au-delà de cette dernière, aucune indemnité allouée, les frais de déplacement, sur justificatifs, seraient possibles.

[Signature]

[Prénom Nom, Adresse mail, Téléphone]

**Justice sociale**

**STOP À LA CASSE ET LA DESHUMANISATION DES SERVICES PUBLICS**

- **Situation explosive de l'hôpital soumis à une logique uniquement marchande sans aucun souci de l'intérêt des malades (hôpital entreprise)** : patients qui meurent dans les couloirs aux urgences faute de prise en charge, soignants qui démissionnent ou se suicident (alors que la médecine libérale qui déserte les territoires est au contraire choyée).

- **Éducation nationale totalement inégalitaire en fonction de l'origine sociale et territoriale et mise en compétition avec le privé** (qui accueille une population d'élèves « choisis » issus en majorité de classes sociales favorisées, bénéficie de l'argent des familles et va encore être aidée avec la loi « pour une école de la confiance... »), une éducation nationale où les classes surchargées deviennent la norme, où les professeurs ne sont plus remplacés, où les remplaçants ne sont pas formés.

**Aide sociale à l'enfance** totalement déficiente, **EHPAD** où le manque de personnels criant met en péril la sécurité et le bien-être des résidents... et la liste est encore bien longue !

**L'intérêt général exige des soignants, des enseignants, des éducateurs en nombre, formés et reconnus, ce qui signifie des créations de postes.**

**NON, la « dématérialisation » qui exclue actuellement 13 millions de Français ne pourra remplacer totalement la présence humaine !!!**

**Où trouver l'argent ?**

**1) En appliquant l'égalité devant l'impôt : tout le monde doit payer en fonction de ses moyens** (ne serait-ce que 5 ou 10 €) car c'est **un acte citoyen**, mais

- en mettant en place une **progressivité plus juste**,
- en rétablissant l'ISF,
- en imposant les revenus du capital comme ceux du travail,
- en taxant EFFECTIVEMENT les géants du numérique et les multinationales.

**2) En luttant efficacement contre l'évasion fiscale (estimée à plus de 80 milliards d'euros)**

- par la mise en place d'un registre public centralisé des multinationales (pour fournir toutes les données de comptabilité et de propriété à l'administration fiscale),
- par l'instauration du prélèvement à la source des bénéfices réalisés en France,
- par **la limite** voire le refus d'accès à certains avantages sociaux et/ou sanitaires pour les **citoyens « évadés »** (ex : les retraités qui partent 6 mois à l'étranger pour échapper à l'impôt mais qui reviennent en France pour se faire soigner !).

**3) En reconsidérant les conditions d'aides massives données aux entreprises sans contrepartie (CICE) et en exigeant le remboursement pour celles qui n'ont pas tenu leurs engagements.**

**4) En limitant les dépenses somptuaires et inutiles de l'État**

- **Train de vie fastueux** des membres du gouvernement et de leur conjoint (ex. 440 000 € pour le secrétariat de Mme Macron... pour mémoire, le Général de Gaulle payait ses repas !)
- **Limitation des privilèges** pour les anciens présidents (voiture, employés, gardes..., nous en comptons actuellement quatre dans cette situation).
- **Plafonnement des salaires et limite des avantages** divers pour les hauts fonctionnaires.
- **Reconsidération du cumul des retraites** liés aux mandats des élus locaux pour éviter certaines dérives (ex. cas Wauquiez).
- **Contrôle strict des frais liés à la fonction de députés et sénateurs** (à l'exemple de certains

pays comme la Norvège) pour en finir avec le détournement de l'IRFM à des fins d'enrichissement personnel (rapport de la HATVP de 2016).

### Transition énergétique et écologique = priorité absolue

- 1) **avec un plan urgent d'isolation des habitations**, en utilisant déjà les **8 MILLIARDS D'EUROS** dédiés au remplacement de 35 millions de compteurs encore fonctionnels pour les remplacer par des compteurs **LINKY** à durée de vie limitée et dont la **finalité uniquement marchande va entraîner** au contraire des consommations d'électricité supplémentaires (au travers des objets connectés et voitures électriques), **sans compter les problèmes de santé, d'intrusion dans la vie privée et de suppressions d'emplois liés à ce déploiement !!!**
- 2) par une nouvelle organisation territoriale pour lutter contre « l'hypermétropolisation » qui éloigne de plus en plus les ruraux.
- 3) **avec une vraie politique de transports en commun** : rétablissement **d'un grand service public ferroviaire** (moins polluant que les transports routiers) afin de « **remailler** » le territoire et de limiter l'utilisation de la voiture. Services de bus gratuits dans les agglomérations et adaptés aux besoins des usagers par leur fréquence et l'amplitude horaire (ex. à Périgny, des bus pour les retours de soirée, ligne entre Périgny et Aytré-Tasdon).
- 4) par le **développement des énergies renouvelables** avec la **taxation des gros pollueurs (transports maritimes et aériens)**.
- 5) **par la défense d'une alimentation saine pour tous** ce qui implique une aide réelle à l'agriculture écologique en temps et en heure (depuis 2 ans, l'État est en retard dans le paiement des aides, contrairement à l'agriculture conventionnelle !)  
par la **baisse de la TVA en circuits courts et bio, compensée par une hausse sur les produits de luxe**.
- 6) **par la protection des espaces** :
  - Arrêt de la « bétonisation » du littoral (que favorise encore plus la loi Elan)
  - Arrêt des grands travaux inutiles et coûteux (ligne TGV Lyon-Turin doublant une ligne déjà existante et dont les conséquences écologiques vont être désastreuses).

### Démocratie

- **Réaffirmation du rôle essentiel du maire**, premier niveau de démocratie.
- Mise en place de la **proportionnelle**.
- Prise en compte du **vote blanc**.
- **Droit des citoyens de proposer une loi**.
- **Droit de révocation d'un élu** en cours de mandat.
- **Durcissement des règles** contre les **conflits d'intérêts**.
- Mise en place d'un **statut de lanceur d'alertes**.
- **Suppression de la Cour de justice de la République**.

[Manuscrit] 18.02.2019

[Signature]

---

**70. Manuscrit, 20 lignes, 154 mots**

Les doléances pourraient être nombreuses.

Un gouvernement élu avec moins de 20 % des voix (1<sup>er</sup> tour) tout content de n'avoir pas de majorité absolue s'empresse de mener ses projets impopulaires.

Problèmes de finance ?

Que l'on baisse les rémunérations et retraites des élus serait déjà un bon début. De même pour les hauts fonctionnaires et personnes placées à la tête.

Au niveau des échelons administratifs.

La création des superrégions est une embrouille. On voit bien au niveau des diverses administrations que chacun reste à sa place (ex : les recteurs).

Pour la transition écologique.

On ne peut centraliser les emplois, sous-payer les employés et exiger de renoncer au véhicule. Les cités dorts ne vont pas disparaître de sitôt.

On voit bien que la minorité en place (20 % 1<sup>er</sup> tour) œuvre pour les avantages d'une minorité. Être à l'écoute de la majorité paraît utile pour éviter, la prochaine fois, des extrémistes au pouvoir.

---

**71. Dactylographié collé, 28 lignes, 405 mots (lettre-type)**

[Tampon arrivée de la mairie] 18 FEV 2019

[Manuscrit] [P. NOM, Adresse]

Monsieur le Maire  
Mairie de Périgny  
17180 PÉRIGNY

Monsieur le Maire,

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total de 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

## Cahier de Périgny

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire...

[Signature]

[FIN]